

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

RAPPORT INITIAL D'ÉVALUATION

Evaluateur :

Célestin SIKUBE TAKAMGNO, Ph.D

Ingénieur Statisticien Économiste

Expert en évaluation des projets et Programmes

Consultant International

Tel : (237) 674 01 69 27 / 699 98 79 19

Courriel : csikube@gmail.com / sikubec@gmail.com

Mars 2025

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX.....	2
I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION	3
II. OBJECTIFS DE L’EVALUATION.....	7
III. PUBLIC CIBLE ET UTILISATEURS DE L’EVALUATION	8
IV. PORTE DE L’EVALUATION	9
V. CRITERES DE L’EVALUATION ET QUESTIONS.....	10
VI. ANALYSE DE L’ÉVALUABILITÉ	12
VII. LES QUESTIONS TRANSVERSALES	15
VIII. APPROCHE DE L’EVALUATION ET METHODOLOGIQUE.....	17
IX. MATRICE D’EVALUATION.....	28
X. TABLEAU DES CATEGORIES DE PERSONNES A RENCONTRER.....	33
XI. CHRONOGRAMME DETAILLE DE LA MISSION	34

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : critères et questions d'évaluation	10
Tableau 2 : Approche de gestion des contraintes et limitations.....	14
Tableau 3 : Analyse des parties prenantes	21
Tableau 4 : Echantillon collecte qualitative	22
Tableau 5 : Eléments de prise en compte de l'assurance qualité.....	24
Tableau 6 : Matrice d'analyse des questions de l'évaluation.....	29
Tableau 7 : Catégorie de personnes à rencontrer	33
Tableau 8 : Chronogramme des activités de l'évaluation	34

I. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Haïti et la République dominicaine partagent l'île de Quisqueya mais présentent des différences significatives en termes de gouvernance, de langue, de culture et de développement. Les tensions entre les deux pays sont particulièrement présentes dans les communautés frontalières, où les disparités socio-économiques et l'absence de dialogue politique aggravent la situation. La pandémie de COVID-19 a également perturbé les échanges commerciaux, rendant les ménages encore plus vulnérables, tandis que la crise socio-politique en Haïti, accentuée depuis 2018, a conduit à une augmentation des migrations vers la République dominicaine. Les déportations et le manque d'infrastructures de base dans les zones frontalières exacerbent les tensions, tout comme la montée de l'insécurité liée au trafic illicite et aux vols.

Depuis 2020, la frontière entre Haïti et la République dominicaine a connu plusieurs fermetures, tant terrestres qu'aériennes, à des degrés divers, en raison de divers événements, notamment la pandémie de COVID-19. En 2021, l'assassinat du président haïtien et un séisme majeur ont encore aggravé la situation du pays, entraînant une fermeture temporaire des frontières. Plus récemment, en 2023, la République dominicaine a fermé la frontière en réponse aux tensions liées à la construction d'un canal sur la rivière Massacre (Río Masacre).

Face à ces défis, la Commission Mixte Bilatérale haïtiano-dominicaine (CMB), créée en 1996 pour faciliter le dialogue officiel entre les deux pays, a joué un rôle central dans la coopération institutionnelle. Toutefois, le dialogue politique demeure **extrêmement fragile et vulnérable à de multiples facteurs contextuels**, ce qui complique la consolidation des relations binationales. De plus, **l'absence de mécanismes solides de résolution des conflits et le manque de coordination entre les différents niveaux et secteurs engagés dans le dialogue** limitent l'efficacité des initiatives existantes.

Dans ce contexte, ce projet « **Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République Dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière** » a été conçu et mis en œuvre par l'OIM et le PNUD en République dominicaine et en Haïti. Initialement prévu pour 24 mois jusqu'en avril 2023, le projet a bénéficié de plusieurs extensions sans coût allant jusqu'au 30 avril 2025. Ce projet dispose d'un budget de 3 millions de dollars et mobilise une large gamme d'acteurs locaux et internationaux. Il vise à renforcer le dialogue binational entre Haïti et la République Dominicaine et faciliter la résolution pacifique des conflits. Il met particulièrement l'accent sur l'implication des femmes et des jeunes, qui sont au cœur des tensions transfrontalières, afin de promouvoir des solutions durables.

Le projet repose sur plusieurs axes stratégiques :

- La sensibilisation aux risques de la migration irrégulière et à la traite des personnes.
- La formation à la médiation interculturelle pour prévenir les conflits.
- L'appui aux institutions de sécurité et de justice pour lutter contre les trafiquants.
- La revitalisation de la Commission Mixte Bilatérale (CMB) pour structurer un modèle de gouvernance binationale.

- La création d’espaces pour la prévention des conflits et la promotion de la cohésion sociale.

Le projet est structuré autour de trois résultats majeurs, chacun accompagné d’activités spécifiques.

Résultat 1 : Les populations frontalières sont conscientes des contributions positives d’une migration sûre, ordonnée et régulière ainsi que des bénéfices de la collaboration et du dialogue binational.

Ce résultat a pour objectif de favoriser la cohésion sociale, prévenir et résoudre les conflits en améliorant les moyens de subsistance des communautés frontalières. Les activités prévues pour attendre ce résultat sont :

1. Médiation interculturelle et prévention des conflits :

- **Activité 1.1.1** : Création d’un réseau de médiateurs interculturels pour promouvoir le dialogue et valoriser la diversité culturelle.
- **Activité 1.1.2** : Formation des acteurs sociaux et fonctionnaires en médiation interculturelle.
- **Activité 1.1.3** : Formation des jeunes membres des Laboratoires d’Innovation Sociale (LIS) en prévention de conflits, médiation et négociation.
- **Activité 1.1.4** : Appui aux Mairies de Belladère et Ouanaminthe pour organiser les LIS.
- **Activité 1.1.5** : Promotion d’un écosystème binational d’entrepreneuriat avec des initiatives conjointes pour la culture de la paix et la cohésion sociale.

2. Campagne de sensibilisation binationale sur la migration et la cohésion sociale :

- **Activité 1.2.1** : Étude sur les outils de communication les plus efficaces aux points frontaliers.
- **Activité 1.2.2** : Organisation d’ateliers binationaux avec les ONG et acteurs locaux.
- **Activité 1.2.3** : Lancement d’une campagne de sensibilisation sur les bénéfices d’une migration sûre et la cohésion sociale.
- **Activité 1.2.4** : Étude des perceptions et des changements de mentalités des bénéficiaires à travers des sondages et enquêtes.

Résultat 2 : Les espaces de dialogue transfrontaliers et les mécanismes de collaboration technique et culturels locaux renforcent la cohésion sociale et la prévention des conflits locaux sur la zone frontalière.

Ce deuxième résultat visait à renforcer les structures locales de dialogue pour améliorer la gestion des défis transfrontaliers (migration, sécurité, commerce, environnement, santé). Dans le cadre de ce résultat, les activités suivantes étaient prévues :

1. **Soutien aux espaces de dialogue et aux collaborations locales :**

- **Activité 2.1.1 :** Cartographie des acteurs et des mécanismes de dialogue existants.
- **Activité 2.1.2 :** Appui opérationnel aux mécanismes de dialogue (ToRs, équipements pour réunions virtuelles).
- **Activité 2.1.3 :** Coordination et réunions régulières entre les acteurs locaux.
- **Activité 2.1.4 :** Renforcement des capacités des points focaux des mécanismes de dialogue avec un accent sur les questions migratoires, de sécurité et d'égalité des sexes.
- **Activité 2.1.5 :** Facilitation de la coordination entre les acteurs clés de la gestion de la frontière.
- **Activité 2.1.6 :** Adaptation de la méthodologie SCORE (Social Cohésion and Réconciliation) pour analyser la cohésion sociale avec un focus sur l'implication des jeunes.

2. **Appui aux autorités locales pour définir le profil de l'habitant frontalier :**

- **Activité 2.2.1 :** Renforcement des capacités des acteurs locaux et de la société civile pour favoriser le dialogue sur l'habitant frontalier.
- **Activité 2.2.2 :** Appui au dialogue sur cette question au niveau local.

Résultat 3 : Les Secrétariats Exécutifs et Techniques de la Commission Mixte Bilatérale Haïti-République Dominicaine contribuent au renforcement du dialogue binational, en particulier dans la gestion des ressources naturelles partagées, la sécurité et la migration.

Le principal objectif de ce résultat était de renforcer la **Commission Mixte Bilatérale (CMB)** en améliorant sa capacité de coordination et de gouvernance binationales. L'atteinte de cet objectif devait se faire à travers la mise en œuvre des activités suivantes :

1. **Soutien technique et opérationnel à la CMB :**

- **Activité 3.1.1 :** Appui technique aux Secrétariats Exécutif et Techniques pour améliorer la gouvernance binationale.
- **Activité 3.1.2 :** Soutien aux ateliers thématiques des sous-commissions dans les domaines de la migration, de la gestion des ressources naturelles et de la sécurité.

2. **Renforcement de la coopération binationale sur la gestion des ressources naturelles, la migration et la sécurité :**

- **Activité 3.2.1 :** Organisation de réunions de haut niveau pour structurer la coopération binationale.
- **Activité 3.2.2 :** Élaboration d'un plan d'action commun intégrant les questions de migration, de sécurité et de gestion des ressources naturelles.
- **Activité 3.2.3 :** Création d'espaces d'échange entre institutions locales et société civile.

3. Renforcement des capacités des institutions de recherche sur les relations binationales :

- **Activité 3.3.1** : Soutien aux ménages vulnérables des communes d'Anse-à-Pitre et de Belladère pour des activités socio-économiques résilientes.
- **Activité 3.3.2** : Appui aux études et publications sur la migration et la sécurité frontalière pour informer les décisions politiques.

La théorie du changement du projet se décline comme suit :

SI les populations frontalières et les institutions de gouvernement, inclus les forces de sécurité, sont conscientes de la contribution positive de la migration et des bienfaits des relations binationales renforcées en modifiant leurs attitudes et pratiques et en promouvant la cohésion sociale, **SI** la population locale est habilitée à interagir avec le gouvernement local et les forces de sécurité pour trouver des solutions aux défis liés aux frontières, et **SI** la capacité des gouvernements locaux et nationaux à mener un dialogue bilatéral est renforcée, **ALORS**, les relations binationales trouveront un mécanisme efficace pour la prévention des conflits et la promotion de la cohésion sociale, faisant de la frontière un espace plus humain, durable et inclusive **PARCE QUE** tous les acteurs, y compris la population frontalière, la société civile, les autorités militaires et les gouvernements locaux et nationaux, intégreront le dialogue politique autour des questions frontalières et seront mieux à même de prévenir et anticiper conjointement les tensions potentielles, inclus ceux dérivés de la gestion des ressources naturelles partagées, migration, contribuant ainsi à la construction de la cohésion sociale et à la inclusion.

Le projet repose sur une approche holistique et multi-niveaux, intégrant à la fois des actions communautaires et institutionnelles pour assurer un impact durable. D'une part, il met l'accent sur l'implication active des communautés locales, en particulier des jeunes et des femmes, dans la prévention des conflits et la promotion du dialogue interculturel à travers des activités de sensibilisation, de formation et d'engagement communautaire. D'autre part, il vise un renforcement institutionnel en soutenant les mécanismes de gouvernance binationales, notamment la Commission Mixte Bilatérale (CMB), ainsi que les autorités locales et nationales, afin d'améliorer la gestion des relations transfrontalières et d'encourager une coopération plus structurée et efficace. Le projet s'appuie également sur une méthodologie participative, fondée sur l'approche de Communication pour le Développement (C4D), qui favorise un changement social et comportemental durable en impliquant les bénéficiaires dans la conception des stratégies de communication et de sensibilisation. Enfin, une évaluation d'impact rigoureuse est intégrée tout au long de la mise en œuvre pour mesurer l'efficacité des interventions, ajuster les actions en fonction des retours des parties prenantes et garantir la pérennisation des résultats obtenus.

Rendu pratiquement au terme de ce projet, les agences de mise en œuvre et le Fonds pour la Consolidation de la Paix du Secrétaire Général des Nations Unies (UNPBF) ont engagé un consultant international, pour réaliser son évaluation finale Indépendante.

Cette évaluation est essentielle pour mesurer les progrès accomplis, tirer des leçons des actions mises en place, et identifier les points d'amélioration afin de garantir la durabilité des résultats et leur adaptation à de futurs projets similaires. Elle est réalisée de manière indépendante et vise à vérifier les réalisations du projet et à fournir des recommandations pour les futures initiatives de consolidation de la paix.

II. OBJECTIFS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation finale indépendante constitue l'occasion d'analyser en profondeur les réalisations du projet « Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière ». Elle vise à mesurer l'impact du projet sous différents angles au niveau binational, en évaluant les résultats et les produits mis en place, afin de déterminer leur contribution effective à la prévention des conflits, à la promotion de la cohésion sociale et au renforcement du dialogue binational, en cohérence avec les objectifs de consolidation de la paix du PBF.

Fondée sur l'analyse des documents du projet et d'autres sources d'information pertinentes, cette évaluation dressera un bilan détaillé, en examinant le degré d'atteinte des résultats attendus et des effets induits. Elle mettra en lumière les enseignements clés, en identifiant les approches de consolidation de la paix les plus efficaces et les bonnes pratiques opérationnelles, tout en soulignant les domaines où le projet a rencontré des limites ou n'a pas atteint ses ambitions initiales. En mettant en avant les forces et faiblesses des acquis, elle proposera des pistes d'amélioration pour l'orientation et la planification de futures initiatives similaires. Cette évaluation répond ainsi à une double finalité : assurer la redevabilité quant à la mise en œuvre du projet et favoriser l'apprentissage pour optimiser les stratégies de consolidation de la paix à venir.

Les objectifs spécifiques incluent :

- a) **Évaluer la pertinence de la Théorie du Changement** : Vérifier si elle a bien soutenu la coopération entre Haïti et la République dominicaine pour la paix.
- b) **Contributions aux ODD** : Mesurer comment le projet contribue aux Objectifs de Développement Durable (ODD) 16, 10 et 5 (paix, égalité et institutions efficaces).
- c) **Réponse aux besoins des bénéficiaires** : Analyser dans quelle mesure le projet a répondu aux besoins des femmes, des jeunes et des institutions, particulièrement en termes de prévention des conflits et de migration.
- d) **Efficacité méthodologique et organisationnelle** : Examiner l'approche méthodologique, les arrangements institutionnels, la gestion du projet, et l'efficacité des ressources utilisées.
- e) **Pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité du projet , ainsi que les thèmes transversaux (Sensibilité aux droits humains et au genre, Sensibilité aux conflits, Effet catalytique et Tolérance au risque et innovation)** : L'évaluation analysera la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité du projet, tout en intégrant les thèmes transversaux tels que la sensibilité aux droits humains et au genre, la sensibilité aux conflits, l'effet catalytique, ainsi que la tolérance au risque et l'innovation.

- f) **Alignement avec les priorités nationales** : Vérifier l'adéquation du projet avec les politiques de consolidation de la paix des deux pays et l'utilisation efficace des apports des Nations Unies.
- g) **Réponse aux défis identifiés** : Formuler des recommandations pour renforcer la sécurité, la cohésion sociale, et la fourniture de services de base.
- h) Degré de mise en œuvre du projet : Mesurer son efficacité, son efficience, et la qualité des produits et des réalisations, par rapport à ce qui avait été prévu initialement.
- i) **Identification des pratiques efficaces** : Documenter les bonnes pratiques et leçons apprises pour les futurs programmes de consolidation de la paix.
- j) **Perception des parties prenantes** : Évaluer les perceptions des acteurs locaux et proposer des pistes pour améliorer ces perceptions dans des interventions futures.

Ainsi, cette évaluation vise à renforcer la responsabilité des acteurs et à fournir des recommandations pour améliorer les interventions futures dans le domaine de la paix et de la cohésion sociale.

III. PUBLIC CIBLE ET UTILISATEURS DE L'ÉVALUATION

L'évaluation finale du projet « **Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière** » s'adresse à un ensemble d'acteurs clés impliqués dans la conception, la mise en œuvre et le suivi du projet, ainsi qu'aux bénéficiaires directs et indirects de l'intervention. Ces parties prenantes utiliseront les résultats de l'évaluation pour mesurer l'impact du projet, tirer des enseignements et orienter de futures initiatives similaires.

1. Institutions gouvernementales et autorités locales

- **Ministère des Affaires Étrangères d'Haïti (MAEC) et Ministère des Relations Extérieures de la République Dominicaine (MIREX)** : entités en charge des relations bilatérales et du dialogue politique entre les deux pays.
- **Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE)** d'Haïti : institution impliquée dans la coordination et l'évaluation des programmes de développement.
- **Secrétariats Exécutif et Technique de la Commission Mixte Bilatérale (CMB)** : principaux acteurs du dialogue binational qui bénéficieront des recommandations pour renforcer la coopération institutionnelle.
- **Mairies et collectivités locales des zones frontalières (Ouanaminthe, Belladère, Malpasse, Anse-à-Pitre, etc.)** : impliquées dans la gestion des initiatives locales de coopération et de prévention des conflits.
- **Forces de sécurité et institutions de gestion des migrations** : **POLIFRONT (Haïti)** et **CESFRONT (République Dominicaine)**, qui assurent la sécurité transfrontalière et la gestion des flux migratoires.

2. Agences des Nations Unies et bailleurs de fonds

- **Fonds pour la Consolidation de la Paix du Secrétaire Général des Nations Unies (PBF)** : principal bailleur du projet, qui utilisera les conclusions de l'évaluation pour mesurer l'impact des investissements et guider les financements futurs.
- **Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)** et **Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)** : agences de mise en œuvre qui s'appuieront sur les résultats pour ajuster leurs approches et capitaliser sur les bonnes pratiques.

3. Organisations de la société civile et acteurs communautaires

- **Réseau Frontalier Jeannot Succès (RFJS)** et **Service Jésuite aux Migrants (SJM)** : organisations engagées dans la défense des droits des migrants et la prévention des conflits transfrontaliers.
- **Membres de la table de dialogue transfrontalier** : représentant les associations de femmes, de jeunes et les acteurs communautaires des deux pays, qui pourront utiliser les résultats pour renforcer leurs actions de sensibilisation et de médiation.
- **Organisations locales et groupes communautaires** : impliqués dans la mise en œuvre des initiatives de cohésion sociale et de développement local.

4. Bénéficiaires directs et populations locales

- **Jeunes et femmes vivant dans les zones frontalières** : principaux bénéficiaires des actions de sensibilisation, de formation et d'autonomisation économique.
- **Migrants et populations transfrontalières** : directement concernés par les politiques migratoires et les mesures de sécurisation de la frontière.
- **Entrepreneurs et petits commerçants** : affectés par les échanges économiques transfrontaliers et les restrictions migratoires.

5. Institutions académiques et structures de recherche

- **Université d'État d'Haïti et autres institutions académiques** : acteurs pouvant exploiter les données de l'évaluation pour mener des recherches sur les dynamiques transfrontalières et la coopération binationales.

IV. PORTE DE L'ÉVALUATION

IV.1 Portée géographique

Le projet visait initialement toutes les zones frontalières entre Haïti et la République dominicaine, où les tensions sont exacerbées par les différences culturelles et socio-économiques ((**Ouanaminthe - Dajabón, Belladère - Elias Piña, Malpasse - Jimaní, Anse à Pitres-Pedernales, Port-au-Prince et Santo Domingo**)). Toutefois, étant donné que **Ouanaminthe - Dajabón, Anse à Pitres-Pedernales, Belladère - Elias Piña, Port-au-Prince et Santo Domingo** ont été priorisés, l'évaluation se concentrera sur ces 5 grandes zones. L'évaluation impliquera les communautés locales des deux côtés de la frontière, ainsi que les institutions locales et nationales opérant dans ces zones.

IV.2 Portée thématique

L'évaluation s'articule autour de plusieurs thèmes centraux : le dialogue bilatéral / binational, la prévention et résolution pacifique des conflits, la cohésion sociale, la gestion des ressources naturelles partagées, la gestion de la migration, la sécurité transfrontalière, et la coopération institutionnelle. Elle analysera également les contributions du projet aux Objectifs de Développement Durable (ODD) 16 (Paix et justice), 10 (Réduction des inégalités) et 5 (Égalité entre les sexes), tout en tenant compte des questions de genre et des aspects multiculturels.

IV.3 Portée temporelle

L'évaluation portera sur toute la durée de mise en œuvre du projet, soit une période de 49 mois, d'avril 2021 à avril 2025. L'évaluation intégrera également des analyses rétrospectives pour examiner les circonstances ayant influencé la conception du projet, tout en prenant en compte l'évolution des contextes politiques et socio-économiques depuis le début des interventions.

V. CRITERES DE L'EVALUATION ET QUESTIONS

Le tableau suivant présente l'évaluation du projet à travers 11 critères d'évaluation, permettant de l'analyser dans son ensemble. Ces critères incluent la pertinence, l'efficacité, l'efficience, la cohérence, l'impact, la durabilité, la sensibilité aux droits humains et au genre, la sensibilité aux conflits, l'innovation et tolérance au risque, ainsi que l'effet catalytique.

Ces critères sont évalués à travers un ensemble de 27 questions d'évaluation, qui permettent d'examiner en profondeur l'atteinte des objectifs du projet, les défis rencontrés et les opportunités d'amélioration. Par ailleurs, ce tableau identifie également les sources d'information, c'est-à-dire les parties prenantes à rencontrer, afin d'obtenir des réponses aux différentes questions. Parmi ces parties prenantes figurent les gouvernements haïtien et dominicain, le PNUD, l'OIM, les partenaires financiers, la société civile/ONG, les communautés locales, les femmes et les jeunes, ainsi que les médias locaux.

L'objectif est de garantir une évaluation rigoureuse et objective du projet en s'appuyant sur diverses sources d'information pour chaque question d'évaluation, permettant ainsi une triangulation des données. Cette approche vise à mettre en lumière les enseignements tirés et à formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des futures interventions.

Tableau 1 : critères et questions d'évaluation

Critères d'évaluation	Questions d'évaluation	Sources d'information (Parties prenantes)
Pertinence : La pertinence mesure dans quelle mesure les objectifs du projet répondent aux priorités nationales, aux besoins des populations, et s'alignent sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), en tenant compte des évolutions du contexte.	Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins et priorités des communautés frontalières ?	Gouvernements haïtien et dominicain, Collectivités locales, PNUD, OIM, Organisations de la société civile, Bénéficiaires
	Le projet est-il aligné avec les priorités nationales des deux pays en matière de consolidation de la paix et de gestion des migrations ?	Ministères des Affaires étrangères, Ministères de la Planification, Ministères en charge de la migration, PNUD, OIM, CMB
	La Théorie du Changement du projet était-elle adaptée aux objectifs de paix et de cohésion sociale visés ?	PNUD, OIM, CMB, Organisations de la société civile, Experts en consolidation de la paix, Bénéficiaires
	Dans quelle mesure des enseignements ont-ils été tirés d'autres projets pertinents lors de la conception ?	PNUD, OIM, PBF, Organisations de la société civile, Partenaires de mise en œuvre, Experts en consolidation de la paix

Critères d'évaluation	Questions d'évaluation	Sources d'information (Parties prenantes)
	Dans quelle mesure les perspectives des institutions et personnes influentes ont-elles été prises en compte lors du processus de conception du projet ?	Ministères sectoriels, Collectivités locales, PNUD, OIM, Organisations de la société civile, CMB
	Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu de manière adaptée aux évolutions politiques, sociales, juridiques, économiques et institutionnelles dans les deux pays ?	Gouvernements haïtien et dominicain, PNUD, OIM, CMB, Experts en politique et migration, Collectivités locales
	Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins et priorités des communautés frontalières ?	Gouvernements haïtien et dominicain, Collectivités locales, PNUD, OIM, Organisations de la société civile, Bénéficiaires
	Le choix des partenaires institutionnels et l'approche du projet étaient-ils pertinents pour atteindre les objectifs ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Partenaires techniques et financiers
	Dans quelle mesure ce projet répond-il à l'un des domaines prioritaires définis par le gouvernement haïtien lors de son éligibilité au Fonds pour la Consolidation de la Paix ?	Ministères haïtiens concernés, PBF, PNUD, OIM
Efficacité : L'efficacité évalue la mesure dans laquelle les résultats attendus du projet sont atteints, et quels sont les facteurs (positifs ou négatifs) qui influencent la réalisation des objectifs.	Dans quelle mesure les résultats attendus du projet ont-ils été atteints ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Organisations de la société civile, Bénéficiaires
	Quels facteurs ont favorisé ou entravé la réalisation des objectifs ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Organisations de la société civile, Bénéficiaires, Partenaires techniques
	Dans quels domaines le projet a-t-il enregistré ses meilleures et pires performances ? Pourquoi ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Experts en évaluation, Bénéficiaires, Organisations de la société civile
	La stratégie de partenariat de l'OIM et du PNUD a-t-elle été adaptée pour assurer des résultats significatifs ?	PNUD, OIM, CMB, Partenaires de mise en œuvre, Collectivités locales
	Dans quelle mesure la stratégie d'associer des agences onusiennes des deux côtés de la frontière a-t-elle amélioré la coordination du projet ?	PNUD, OIM, CMB, Agences des Nations Unies, Collectivités locales
	Quelles ont été les innovations du projet en matière de consolidation de la paix et cohésion sociale ?	PNUD, OIM, CMB, Organisations de la société civile, Bénéficiaires, Experts en consolidation de la paix
	Dans quelle mesure la mise en œuvre du projet a-t-elle été participative ? Cette participation a-t-elle contribué aux résultats ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Bénéficiaires, Organisations de la société civile
Efficience : L'efficience mesure dans quelle mesure les ressources (humaines, techniques, financières) sont utilisées de manière optimale pour obtenir les résultats attendus.	Les ressources financières et humaines ont-elles été utilisées de manière optimale ?	PNUD, OIM, Partenaires financiers, Collectivités locales, Gestionnaires de projet
	Le rapport qualité-prix des actions du projet est-il satisfaisant ?	PNUD, OIM, Partenaires financiers, Gestionnaires de projet, Experts en gestion budgétaire
	Y avait-il des moyens plus efficaces d'atteindre les mêmes résultats ?	PNUD, OIM, Experts en gestion de projet, Partenaires techniques, Collectivités locales
	La stratégie de mise en œuvre du projet était-elle efficace et d'un bon rapport coût-efficacité ? Jusqu'à quel point les modalités de partenariat, ainsi que les structures de gestion et de redevabilité, ont-elles contribué à l'atteinte des résultats ?	PNUD, OIM, Partenaires techniques et financiers, Collectivités locales, Experts en gouvernance et suivi-évaluation
	Les systèmes de suivi et évaluation utilisés permettaient-ils d'assurer une gestion efficace du projet ?	PNUD, OIM, Collectivités locales, Experts en suivi-évaluation, Gestionnaires de projet
Cohérence : La cohérence analyse l'intégration du projet dans son environnement politique, social et institutionnel.	Le projet a-t-il complété le travail d'autres entités, en particulier les agences onusiennes ?	PNUD, OIM, Agences des Nations Unies, CMB, Partenaires techniques et financiers, Collectivités locales
	Le projet faisait-il partie d'un ensemble plus large de projets PBF ? Comment s'est-il aligné avec eux ?	PNUD, OIM, PBF, CMB, Partenaires techniques et financiers, Collectivités locales
	Comment les parties prenantes ont-elles été impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet ?	PNUD, OIM, Collectivités locales, Organisations de la société civile, CMB, Bénéficiaires
Durabilité : La durabilité évalue la pérennité des résultats après la fin du projet.	Les cadres légaux et politiques représentent-ils un risque pour la durabilité des bénéfices ?	Ministères sectoriels, PNUD, OIM, CMB, Experts en gouvernance, Collectivités locales
	Une stratégie de durabilité a-t-elle été développée et mise en œuvre ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Partenaires financiers, Ministères concernés
	Quelles recommandations pour renforcer les stratégies de désengagement et de durabilité ?	PNUD, OIM, CMB, Experts en consolidation de la paix, Bailleurs de fonds, Partenaires techniques, Collectivités locales
Sensibilité aux droits humains et au genre : Évalue la prise en compte des principes	Le projet a-t-il pris en compte les défis et opportunités liés au genre ?	PNUD, OIM, Organisations de défense des droits des femmes et minorités, Bénéficiaires, Collectivités locales

Critères d'évaluation	Questions d'évaluation	Sources d'information (Parties prenantes)
fondamentaux des droits de l'homme, ainsi que l'égalité entre les sexes, dans la conception et la mise en œuvre	Le projet a-t-il intégré des mesures spécifiques pour protéger les groupes vulnérables (femmes, enfants, migrants, personnes handicapées) ?	PNUD, OIM, Organisations de défense des droits humains, Collectivités locales, Bénéficiaires, Partenaires techniques et financiers
	Le projet a-t-il contribué à une meilleure inclusion des femmes et des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix ?	PNUD, OIM, ONG locales, Collectivités locales, Bénéficiaires, Partenaires techniques et financiers
	Le projet a-t-il contribué à renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes ?	PNUD, OIM, Collectivités locales, Bénéficiaires, Organisations de la société civile, Partenaires techniques et financiers
Sensibilité aux conflits : Evalue la capacité du projet à prendre en compte les dynamiques de conflit dans son environnement, afin de minimiser les risques d'aggravation des tensions et de contribuer à la consolidation de la paix.	Le projet avait-il une approche explicite de la sensibilité aux conflits ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Organisations de la société civile, Experts en consolidation de la paix
	Le projet a-t-il permis d'atténuer ou d'éviter des tensions dans les zones frontalières ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Bénéficiaires, Organisations de la société civile, Autorités locales
	Les mécanismes de dialogue mis en place sont-ils adaptés pour prévenir des conflits futurs ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Organisations de la société civile, Experts en médiation et gestion des conflits
Effet catalytique : évalue la capacité d'un projet à générer des impacts positifs au-delà de ses objectifs initiaux, en stimulant de nouvelles initiatives, en influençant les politiques publiques ou en renforçant les dynamiques de développement et de paix.	Le projet a-t-il contribué à d'autres initiatives de consolidation de la paix ?	PNUD, OIM, CMB, Partenaires techniques et financiers, Agences des Nations Unies, Collectivités locales, Organisations de la société civile
Tolérance au risque et innovation : mesure la capacité d'un projet à anticiper, gérer et atténuer les risques tout en adoptant des approches innovantes pour maximiser son impact	Le projet a-t-il identifié et géré efficacement les risques ?	PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Partenaires techniques et financiers, Experts en gestion des risques
	L'approche du projet était-elle innovante ? Peut-elle être reproduite ailleurs ?	PNUD, OIM, CMB, Partenaires techniques et financiers, Experts en innovation sociale, Collectivités locales, Organisations de la société civile

Source : l'évaluateur et Termes de références de l'évaluation

VI. ANALYSE DE L'ÉVALUABILITÉ

L'analyse de l'évaluabilité du projet vise à déterminer dans quelle mesure les résultats attendus du projet peuvent être évalués de manière rigoureuse et objective. Cette section examine la disponibilité des données, la clarté des résultats et des indicateurs, ainsi que la pertinence du cadre méthodologique adopté.

VI.1. Définition et clarté des résultats

L'évaluation repose sur un cadre de résultats clairement défini, comprenant des objectifs stratégiques mesurables, des résultats attendus bien formulés, et une théorie du changement articulée. Le projet vise notamment à :

- Sensibiliser les populations frontalières des contributions positives d'une migration sûre, ordonnée et régulière ainsi que des bénéfices de la collaboration et le dialogue binationales.

- Renforcer la cohésion sociale et la prévention des conflits locaux sur la zone frontalière à travers les espaces de dialogues transfrontaliers et les mécanismes de collaboration technique et culturels locaux.
- Contribuer à ce que la CMB renforce le dialogue binational, en particulier dans le domaine de la gestion des ressources naturelles partagées, sécurité et la migration.

VI.2. Indicateurs et données disponibles

Le projet dispose d'un cadre d'indicateurs permettant d'évaluer l'impact des interventions. Parmi les principaux indicateurs disponibles :

- Nombre de dialogues binationaux organisés et participants impliqués.
- Taux de satisfaction des bénéficiaires concernant les initiatives de consolidation de la paix.
- Évolution des tensions signalées dans les communautés cibles.
- Nombre d'initiatives communautaires et institutionnelles adoptées pour pérenniser le dialogue.
- Part de femmes et de jeunes impliqués dans les actions de médiation et de prévention des conflits.

VI.3. Disponibilité des données de référence

Les données de référence utilisées pour l'évaluation comprennent :

- Le cadre logique le projet, avec les indicateurs clés ayant des chacun une valeur de référence bien définie
- Les rapports de suivi du projet (rapport narratif intérimaire).
- Les études de contexte socio-politique des zones frontalières.
- Les statistiques sur les conflits et tensions transfrontalières avant et pendant la mise en œuvre du projet.
- Les témoignages des parties prenantes et bénéficiaires.

VI.4. Pertinence de la Théorie du Changement

La Théorie du Changement sous-jacente au projet repose sur l'hypothèse que la création d'espaces de dialogue et de coopération institutionnelle favorise la consolidation de la paix et la réduction des tensions communautaires. L'évaluation analysera :

- Si les hypothèses formulées au début du projet ont été validées ou remises en question par la réalité du terrain.

- Si des ajustements ont été nécessaires pour s'adapter aux évolutions du contexte sociopolitique.
- Si les interventions ont conduit aux effets escomptés en matière de prévention des conflits et de renforcement des relations transfrontalières.

VI.5. Contraintes et limitations

L'analyse de l'évaluabilité met également en évidence les contraintes potentielles pouvant affecter la rigueur de l'évaluation.

Tableau 2 : Approche de gestion des contraintes et limitations

Contraintes et Limitations	Approches de Gestion
Disponibilité et fiabilité des données en raison des défis d'accès à certaines zones sensibles.	Utilisation de sources secondaires (rapports existants, études précédentes), recours à des enquêtes à distance et collaboration avec des acteurs locaux pour faciliter l'accès aux données.
Différences de perception et d'interprétation des résultats par les parties prenantes des deux pays.	Organisation de discussions multi-acteurs pour harmoniser les compréhensions, triangulation des données pour limiter les biais d'interprétation.
Impact des événements récents (instabilité politique, crises économiques) sur la mise en œuvre et les résultats du projet.	Intégration d'une analyse de contexte dynamique, adaptation des recommandations aux réalités évolutives et scénarios prospectifs.

Source : l'évaluateur

VI.6. Implication sur la méthodologie proposée

En tenant compte des éléments ci-dessus, la méthodologie d'évaluation présentée en détails dans la partie suivante s'appuiera sur :

- Une approche mixte, combinant analyse quantitative des indicateurs et analyse qualitative basée sur des entretiens et focus groups.
- Une triangulation des sources d'information, en intégrant les perspectives des institutions gouvernementales, des agences de mise en œuvre, des bénéficiaires directs et des organisations locales.
- Un cadre d'analyse sensible aux conflits et au genre, afin d'évaluer l'impact différencié du projet selon les groupes sociaux et d'identifier les dynamiques de transformation à long terme.

En bref, l'analyse de l'évaluabilité montre que les résultats du projet peuvent être évalués de manière rigoureuse grâce à un cadre de suivi bien structuré, des indicateurs définis et des sources d'information diversifiées. Toutefois, certaines contraintes devront être prises en compte afin d'assurer une évaluation robuste et représentative. La méthodologie adoptée intégrera ces aspects afin de fournir une analyse approfondie et des recommandations pertinentes pour les futures initiatives de consolidation de la paix dans la région transfrontalière.

VII. LES QUESTIONS TRANSVERSALES

L'évaluation finale indépendante du projet « **Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière** » intégrera plusieurs questions transversales afin de garantir une analyse approfondie et holistique des dynamiques du projet. Ces questions couvriront les **droits humains et le genre, la sensibilité aux conflits, l'effet catalytique ainsi que la tolérance au risque et l'innovation**. Cette section détaillera comment ces thématiques seront prises en compte tout au long du processus d'évaluation, de la collecte à l'analyse des données, afin d'identifier les enseignements clés et les recommandations pour les interventions futures.

VII.1. Sensibilité aux droits humains et au genre

L'évaluation adoptera une approche fondée sur les droits humains et l'égalité des sexes, garantissant une analyse des impacts du projet sur les groupes les plus vulnérables, ainsi que sur la prise en compte des normes internationales de protection et de non-discrimination.

- **Collecte des données** : Toutes les données primaires recueillies seront désagrégées selon les critères appropriés. Des focus groups et entretiens individuels seront organisés pour garantir une expression libre et sécurisée des différentes catégories de bénéficiaires.
- **Analyse** : L'évaluation mesurera dans quelle mesure le projet a garanti l'inclusion et la protection des droits humains tout en favorisant l'autonomisation des femmes et des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix. Elle analysera également l'efficacité des actions mises en place pour lutter contre les discriminations et les violences basées sur le genre (VBG).
- **Recommandations** : L'évaluation proposera des recommandations pour renforcer la prise en compte des droits humains et du genre dans les futures interventions transfrontalières, en identifiant les bonnes pratiques et les points d'amélioration.

VII.2. Sensibilité aux conflits

Étant donné le contexte transfrontalier caractérisé par des tensions migratoires, économiques et sociales, l'évaluation intégrera une approche sensible aux conflits afin d'analyser l'impact du projet sur la réduction des tensions et la promotion de la cohésion sociale.

- **Analyse des risques** : L'évaluation examinera les effets directs et indirects du projet sur les relations intercommunautaires, en identifiant les facteurs ayant pu favoriser ou entraver le dialogue et la coopération entre Haïtiens et Dominicains. Elle analysera aussi les mécanismes de prévention et de gestion des conflits mis en place.
- **Collecte des données** : Les témoignages des autorités locales, de la société civile, des bénéficiaires et des instances de dialogue binational seront recueillis pour évaluer les perceptions des différentes communautés sur l'impact du projet en matière de cohésion sociale et de gestion des conflits.

- **Recommandations** : Des recommandations seront formulées pour renforcer les capacités des parties prenantes dans la médiation et la prévention des tensions, en veillant à institutionnaliser des mécanismes de dialogue plus efficaces et inclusifs.

VII.3. Effet catalytique

L'évaluation mesurera la capacité du projet à générer des impacts positifs au-delà de ses objectifs initiaux, notamment en influençant d'autres initiatives, en renforçant les institutions locales et en servant de modèle pour des interventions similaires.

- **Influence sur d'autres initiatives** : L'évaluation analysera comment le projet a servi de levier pour de nouvelles initiatives de coopération transfrontalière, en examinant son intégration avec d'autres programmes du PNUD, de l'OIM et d'acteurs locaux et internationaux.
- **Renforcement des institutions et des politiques publiques** : L'évaluation portera sur la contribution du projet à l'amélioration des cadres de gouvernance locale et binational, notamment via la Commission Mixte Bilatérale (CMB) et les instances communautaires de dialogue.
- **Mobilisation des ressources et partenariats** : L'analyse mesurera dans quelle mesure le projet a favorisé l'engagement d'autres bailleurs, acteurs privés ou ONG, assurant ainsi une pérennisation des actions.
- **Recommandations** : L'évaluation identifiera les bonnes pratiques pouvant être répliquées et formulera des recommandations pour optimiser l'impact du projet à plus grande échelle.

VII.4. Tolérance au risque et innovation

L'évaluation analysera la capacité du projet à anticiper et gérer les risques tout en intégrant des approches innovantes pour maximiser son efficacité et sa résilience face aux défis.

- **Gestion des risques** : L'évaluation examinera comment les risques liés au contexte politique, sécuritaire et socio-économique ont été identifiés, évalués et atténués. Elle analysera également la flexibilité du projet face aux imprévus.
- **Approches innovantes** : L'évaluation identifiera les innovations du projet, qu'elles soient technologiques (outils numériques, gestion des données), sociales (nouvelles formes de dialogue et de médiation) ou organisationnelles (nouveaux modèles de gouvernance et de coordination binationales).
- **Reproductibilité et évolutivité** : L'analyse portera sur les éléments du projet pouvant être répliqués dans d'autres zones ou contextes similaires, en mettant en avant les conditions nécessaires à leur adaptation.
- **Recommandations** : L'évaluation proposera des pistes d'amélioration pour renforcer l'innovation et la gestion des risques dans les futures initiatives de coopération transfrontalière.

En intégrant ces quatre dimensions transversales (sensibilité aux droits humains et au genre, sensibilité aux conflits, effet catalytique et tolérance au risque et innovation), l'évaluation garantira une analyse complète, inclusive et stratégique du projet.

L'approche méthodologique reposera sur des outils participatifs et contextuels, afin de recueillir des données représentatives, de trianguler les informations et de formuler des recommandations pertinentes pour renforcer la durabilité des actions et informer les futures interventions en matière de consolidation de la paix et de coopération transfrontalière.

VIII. APPROCHE DE L'EVALUATION ET METHODOLOGIQUE

VII.1 Approche d'évaluation

Dans le cadre de la réalisation de cette mission, la démarche méthodologique se fera suivant une approche mixte, aussi bien qualitative que quantitative de collecte et d'analyse des données. Ceci permettra d'une part de fournir une évaluation rigoureuse et objective de la mise en œuvre du projet et d'autre part de fournir des éléments de capitalisation importants. Ainsi, nous intégrerons une analyse documentaire, des entretiens semi-structurés avec les informateurs clés, des groupes de discussion et des récits de vie, ainsi qu'une collecte des données quantitatives. De plus, on prendra en compte les droits de l'Homme, le genre et le contexte et en suivant une approche :

- ▶ **Participative** : en impliquant toutes les parties prenantes de mise en œuvre du projet afin d'obtenir et de prendre en compte leurs points de vue, leurs impressions ;
- ▶ **Sommative** : afin de saisir si possible dans le détail, les changements au niveau des résultats et des facteurs indicatifs pouvant être attribués aux effets de l'intervention et de documenter ces changements et histoires à succès du projet.

Afin d'identifier les domaines de convergence, de différence et de corroboration, une stratégie de **triangulation des données** sera utilisée. Plusieurs instruments seront élaborés notamment des guides d'entretien avec les informateurs clés, des guides de discussion de groupes, des questionnaires, etc.

VII.2 Méthodologie d'évaluation

Pour mettre en œuvre cette évaluation, nous adoptons une méthodologie en trois phases successives : une phase préparatoire, une phase de collecte et de traitement des données et une phase de rédaction du rapport et de restitution.

7.2.1. Phase préparatoire

Cette phase commencera par une étape de pré-évaluation qui consiste en la conception du processus d'évaluation, puis une étape de préparation. Il s'agira notamment des séances de travail préalables avec les responsables du projet à divers niveaux, de la revue documentaire, de l'élaboration de la matrice d'évaluation à partir des questions d'évaluation détaillées, de l'échantillonnage et de l'élaboration des outils de collecte des données.

a) Séances de travail préalable avec les responsables du projet

Cette étape sera meublée de séances de travail successives avec les responsables du projet et permettront de mieux s'approprier des objectifs du projet et de sa mise en œuvre, d'avoir la même lecture des termes de référence, de discuter des critères d'échantillonnage et d'adopter le planning des activités.

Il sera donc question ici pour les consultants d'être briefé sur le projet par les experts techniques et les responsables du suivi-évaluation. Les différents documents du projet devront être mis à la disposition des consultants, afin que ceux-ci puissent avoir suffisamment d'informations pour une bonne exécution de l'évaluation.

b) Revue documentaire

Le fonds documentaire constitué des documents du projet, du plan de travail, du plan stratégique de préparation et d'intervention de la mission, des stratégies et plans d'action nationaux pertinents, des rapports de mise en œuvre, des rapports annuels, des rapports préliminaires, sera analysé profondément. Cela permettra de faire le relevé des données prévisionnelles, l'analyse du niveau d'exécution et orienter aussi bien le calcul de l'échantillon que le contenu des outils de collecte des données en vue de vérifier et approfondir les informations et hypothèses préliminaires issues de la revue documentaire. Les listes des bénéficiaires directs du projet (femmes et jeunes) serviront de base de sondage pour le tirage de l'échantillon.

c) Echantillonnage et outils de collecte des données

Volet quantitatif

Les cibles de la collecte des données quantitatives seront les femmes et les jeunes d'une part, et les communautés locales d'autre part. Les données quantitatives sont essentielles pour mesurer les progrès du projet en quantifiant les résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés, notamment en termes d'indicateurs clés du projet. Elles permettent également d'évaluer l'efficacité et l'efficience en analysant l'utilisation des ressources et en comparant les investissements aux résultats obtenus. Enfin, ces données fournissent des bases solides pour formuler des recommandations appuyées sur des preuves, facilitant ainsi la réorientation du programme si nécessaire.

❖ Échantillonnage auprès des femmes et des jeunes

Les femmes et les jeunes (filles et garçons) sont des groupes clés dans l'évaluation, car ils sont souvent les plus vulnérables dans les zones de conflit et de migration. Ils représentent des bénéficiaires directs du projet, notamment en matière d'autonomisation, de sécurité et d'accès aux services.

Pour ces cibles, nous proposons une méthode d'échantillonnage stratifié pour garantir une représentation équilibrée de ces sous-groupes spécifiques. Cette méthode permettra de diviser la

population en strates homogènes (femmes et jeunes) avant de sélectionner un échantillon dans chaque strate, en tenant compte de critères spécifiques à chaque groupe.

Les strates seront définies selon les critères suivants :

- Genre : Hommes et femmes
- Âge : 18-25 ans, 26-35 ans, plus de 35 ans
- Géographie : Différentes zones de mise en œuvre du projet.
- Activités suivies : Renforcement des capacités et formation, sensibilisation et dialogue communautaire, accompagnement entrepreneurial et autonomisation économique.

Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon dépend de la population totale des femmes et des jeunes ayant bénéficié du projet (formation, sensibilisation, appuis entrepreneuriaux, etc.). Des documents en notre possession, reçu des différentes équipes du projet, nous avons pu reconstituer une liste d'environ **75 femmes et jeunes bénéficiaires**, avec des contacts téléphoniques ou des courriels. Cette liste constitue la base de sondage.

Ce nombre n'étant pas très grand, tous ces 75 bénéficiaires femmes et jeunes seront enquêtés pour éviter des erreurs d'échantillonnage.

Cependant, si avec des informations supplémentaires reçues des équipes du projet, il s'avère que le nombre total de bénéficiaires (femmes et jeunes) est supérieur à 100, la taille de l'échantillon qui sera effectivement enquêtée sera obtenue en utilisant la formule suivante :

$$n_1 = \frac{t_p^2 \times P(1 - P) \times N}{t_p^2 \times P(1 - P) + (N - 1) \times e^2}$$

Avec :

P = proportion réelle du facteur dans la population, ce qui est supposé être de 50% (0,5), car sans le bénéfice d'une estimation informée, la proportion vraie qui a les intervalles de confiance les plus conservateurs - 0,5 - devrait être choisie. Il s'agit du degré d'homogénéité.

t_p = zone sous la courbe normale correspondant au niveau de confiance souhaité.

e = marge d'erreur

N est l'effectif total de la population (il s'agira ici de l'ensemble des jeunes bénéficiaires du projet)

P = 0,5

t_p = 1,96, pour des niveaux de confiance de 95% pour une précision accrue).

e est fixé à 5% (0,05)

Méthode de sélection de l'échantillon

Au sein de chaque strate, l'échantillonnage aléatoire simple sera utilisé pour sélectionner les individus. Cela garantit que chaque femme ou jeune a une chance égale d'être inclus dans l'échantillon. En cas de difficultés d'accès, des entretiens téléphoniques ou des enquêtes en ligne vont être envisagés, en particulier pour les zones rurales difficiles à atteindre.

❖ Échantillonnage auprès des communautés locales

Les communautés locales (ménages) représentent un groupe clé à interroger pour comprendre les impacts du projet au niveau communautaire, notamment en matière de cohésion sociale et de sécurité.

Pour cette population, nous procéderons un échantillonnage par grappes à plusieurs degrés. Cette méthode permet de sélectionner des unités géographiques (grappes) telles que des villages ou quartiers dans un premier temps, puis de sélectionner des ménages ou individus au sein de ces grappes.

Les grappes seront stratifiées en fonction de critères géographiques et socio-économiques pertinents :

- Zone géographique : Zones rurales vs zones urbaines
- Zone de migration/conflit : Régions affectées par les flux migratoires ou les conflits vs régions moins affectées
- Niveau socio-économique : Populations marginalisées vs populations mieux intégrées.

Taille de l'échantillon

La taille de l'échantillon est fixée à un minimum de 75 individus comme pour les femmes et les jeunes. L'objectif est de s'assurer que l'échantillon est suffisamment large pour refléter les variations entre les groupes sociaux, économiques et géographiques.

Méthode de sélection

- Premier degré : Sélection des grappes (zones de mise en œuvre des activités du projet) par la méthode des choix raisonnés, de concert avec les responsables du projet et les partenaires de mise en œuvre.
- Deuxième degré : Sélection aléatoire des individus au sein des grappes sélectionnées. Une liste des ménages sera créée avec l'aide des autorités locales et les partenaires/opérateurs locaux, ou des fiches de présence aux activités du projet.

Volet qualitatif

Afin de déterminer les cibles à interroger dans le volet qualitatif, nous avons procédé à l'analyse des parties prenantes. Ainsi, le tableau ci-dessous présente les différentes catégories d'acteurs ayant intervenus dans le cadre du projet :

Tableau 3 : Analyse des parties prenantes

Partie prenante	Rôle dans le projet	Intérêts principaux	Niveau d'influence
Gouvernement haïtien	Partenaire principal, responsable de la mise en œuvre des politiques et des stratégies nationales	Alignement avec les priorités nationales en matière de consolidation de la paix et de cohésion sociale	Très élevée
Gouvernement dominicain	Partenaire principal, gestion des relations transfrontalières et mise en œuvre des politiques frontalières	Alignement avec les priorités nationales des relations avec Haïti Gestion de la migration, Sécurisation des frontières et maintien de la stabilité politique et sociale Gestion des ressources naturelles partagées	Très élevée
Autorités locales	Facilitation de la mise en œuvre du projet au niveau local, coordination avec les acteurs locaux et mobilisation des communautés	Renforcement des capacités locales, amélioration de la gouvernance locale et implication dans la gestion des conflits et des initiatives de développement	Élevée
OIM	Chef de file de la coordination du projet, Agence d'implémentation du projet	Gestion efficace des flux migratoires, stabilisation des populations vulnérables	Très élevée
PNUD	Agence d'implémentation du projet	Réalisation des ODD, efficacité des interventions, renforcement de la gouvernance et de la paix	Très élevée
Agences des Nations Unies	Partenaires techniques (RCO, UNODC, OIT, etc.)	Coordination sectorielle, intégration des questions de genre, sécurité, migration du travail, etc.	Élevée
Délégation de l'Union européenne	Bailleur de fonds du programme binational	Promotion du dialogue binational Haïti – RD à plusieurs niveaux	
Sécretariat PBF	Bailleurs de fonds	Usage efficace des ressources, atteinte des objectifs de développement et cohésion sociale	Très élevée
Société civile/ONG	Mise en œuvre des activités sur le terrain, suivi de la situation des droits humains	Défense des populations vulnérables, promotion de la paix et de la cohésion sociale	Moyenne à élevée
Secteur privé	Acteurs économiques dans la zone frontalière	Opportunités économiques et croissance inclusive	Moyenne
Communautés locales	Bénéficiaires directs des interventions	Amélioration des conditions de vie, renforcement de la cohésion sociale	Moyenne
Femmes et jeunes	Groupes vulnérables, bénéficiaires des programmes d'autonomisation	Accès aux services sociaux, protection des droits, renforcement des capacités économiques et sociales	Moyenne
Médias locaux	Diffusion d'informations sur le projet et ses résultats	Transparence, redevabilité et sensibilisation des populations	Moyenne

Source : Les évaluateurs

Toutes les parties prenantes identifiées seront enquêtées dans le volet qualitatif. La méthode d'échantillonnage ne cherche pas la représentativité, mais est plutôt guidée par la recherche des individus avec des informations spécifiques sur le sujet.

Conformément à la méthodologie adoptée, la collecte des données qualitative sera faite à travers : des entretiens semi-directifs individuels, des entretiens de groupe (focus-groups) et des observations directes. Un guide d'entretien spécifique à chaque catégorie d'acteur sera conçu pour répondre aux questions et sous-questions de l'évaluation.

- **Entretiens semi-directifs**

Les entretiens semi-directifs seront réalisés avec les personnes ciblées du fait de leur position et/ou leur fonction, ou parce qu'elles sont porteuses des connaissances et d'expériences sur le projet.

Tableau 4 : Echantillon collecte qualitative

Partie prenante	Effectif à enquêter en République dominicaine	Effectif à enquêter en Haïti
Gouvernement haïtien (national), y compris CMB	0	5
Gouvernement haïtien (local), y compris POLIFRONT	0	9
Gouvernement dominicain (national)	5	0
Gouvernement dominicain (local), y compris CESFRONT	9	0
Ambassades des 2 pays	1	1
OIM	3	3
PNUD	3	3
Agences des Nations Unies et autres partenaires (UNODC, OIT et UE)	3	3
Secrétariat PBF	0	1
RCO	2 (au niveau du RCO)	1
Société civile/ONG	7	7
Représentant des Femmes et jeunes	5	5
Médias locaux	1	1
Total	39	38

Source : l'évaluateur

- **Focus groups (FG)**

En plus des entretiens individuels, des discussions de groupe seront organisées. Cette méthode de collecte consiste à instaurer un débat ouvert entre les participants et va donner également la latitude aux membres du groupe de pouvoir s'exprimer et donner leurs opinions sur les différentes questions et sous-questions de l'évaluation et ce, dans un débat parfois contradictoire.

Pour prendre en compte les besoins sexo-spécifiques et des différentes sensibilités sociales, on s'assurera de la représentativité des femmes, des hommes, des jeunes et des autres personnes vulnérables à chaque focus-group.

Compte tenu des contraintes liés à l'accessibilité et à la sécurité, 02 discussions de groupe seront organisées, dont 01 à la frontière du côté d'Haïti et 01 du côté dominicain.

- **Observation directe**

Durant la collecte des données sur le terrain, les consultants prêteront attention à certains incidents, certaines façons de faire, certaines constances, certains événements ou gestes qui peuvent amplement rendre compte de certains aspects des questions d'évaluation.

Outils de collecte

Pour mener à bien la collecte des données, plusieurs types de questionnaires ou guide d'entretien seront élaborés en fonction des différentes cibles. Il s'agit de :

- ✓ Guides d'entretien pour gestionnaire du projet (OIM et PNUD) ;
- ✓ Questionnaire pour les femmes et les jeunes bénéficiaires du projet ;
- ✓ Questionnaire pour les communautés ;
- ✓ Guide d'entretien pour les ministères et autres structures étatiques ;
- ✓ Guide d'entretien pour les autorités locales ;
- ✓ Guide d'entretien pour les jeunes et femmes ;
- ✓ Guide d'entretien pour le PBF ;
- ✓ Guide d'entretien pour les médias ;
- ✓ Guide de focus group.

La collecte des données quantitatives se fera par méthode Computer Assisted Personal Interviewing (CAPI). Ainsi, les questionnaires seront programmés dans des masques de saisie sous le logiciel CSPro. La méthode CAPI est un mode d'administration du questionnaire en face à face dans le cadre duquel l'enquêteur utilise un appareil électronique tel que l'ordinateur, le téléphone ou la tablette pour procéder à l'interview. Dans le cadre de cette étude, l'outil utilisé sera soit le téléphone portable, soit la tablette. Cette méthode permet de réduire la période d'exploitation des données et améliore le contrôle de cohérence puisque :

- La saisie se fait simultanément au moment de la collecte ;
- Les programmes de contrôle de cohérence sont intégrés au moment de la conception de l'application, ce qui permet leur exécution au moment de la collecte, entraînant ainsi une meilleure qualité des données au sortir de la collecte sur le terrain.

Il est important de préciser que les applications informatiques développées sur **CsPro** pour la collecte de données fonctionnent **sans connexion Internet** lors des entretiens. Ainsi, l'enquêteur peut aisément accéder à l'application et mener l'interview même dans une zone non couverte par le réseau. Une fois dans une zone disposant d'une connexion Internet, il pourra alors **synchroniser et transmettre** les données collectées en toute sécurité.

7.2.2 Phase de collecte des données

a) Opérationnalisation de la collecte

En raison de la période assez courte de la réalisation de cette évaluation, certaines personnes cibles pourront être enquêtées par appel téléphonique.

Pour faciliter la collecte et essayer de tenir dans les temps, le consultant s'appuiera sur 02 consultants locaux (01 du côté haïtien et 01 du côté dominicain), pour superviser la collecte des données sur le terrain. En plus, il aura besoin d'environ 08 agents de collecte. Ceux-ci seront sélectionnés dans la base de données des agents ayant une bonne expérience de travail en tant qu'agents de collecte des données dans des opérations importantes. Ils seront formés par le consultant et ses assistants, et se chargeront de les assister dans la collecte des données aussi bien sur le volet quantitatif que sur le volet qualitatif. Les assistants du consultant participeront eux même à la collecte sur le terrain et assureront la supervision du travail des agents de collecte.

Afin de minimiser les erreurs d'observations, des contrôles seront effectués à tous les niveaux de la chaîne. Ainsi, deux types de contrôle seront effectués à savoir :

- les contrôles de cohérence ;
- les contrôles d'effectivité.

Pour ce qui est du contrôle de cohérence, il sera facilité par la collecte CAPI. En effet, les questionnaires seront programmés sous le logiciel CSPro, tel qu'il a été précisé précédemment. Avec ce logiciel, des procédures de contrôle et de cohérence sont directement introduites dans le masque de saisie, de telle manière qu'en cas d'incohérence, un message d'erreur est directement envoyé à l'agent de collecte, qui devra la corriger avant de continuer l'interview. Aussi, chaque soir, chaque agent devra transférer ses questionnaires remplis au Consultant Principal, et ce dernier aura un niveau de contrôle plus élevé sur les questionnaires (exécution des programmes de contrôle programmé à l'avance). Tout ceci permettra d'être sûr que les questionnaires ont été bien remplis et sans erreur. Si le consultant constate une erreur, il renvoie immédiatement l'enquêteur chez l'enquêté pour corriger les réponses erronées.

La qualité des données sera assurée sur la base des critères (complétude, cohérence et fiabilité) présentés dans le tableau ci-dessous :

Tableau 5 : Eléments de prise en compte de l'assurance qualité

Critère de qualité	Définition	Action à entreprendre pour assurer la qualité des données
Complétude	Est-ce que toutes les informations requises sont collectées par les agents de collecte ?	<ul style="list-style-type: none">- Les questionnaires et autres guides de collecte prendront en compte toutes les informations nécessaires- Les agents de collecte seront convenablement formés pour assurer la complétude des informations collectées.- les assistant du consultant, tout en étant eux-mêmes enquêteur, assureront la supervision du travail des agents de collecte en vérifiant les données collectées pour s'assurer de la complétude des informations.

Critère de qualité	Définition	Action à entreprendre pour assurer la qualité des données
Cohérence	Les informations collectées dans toutes les sections du questionnaire sont-elles cohérentes ?	<ul style="list-style-type: none"> - Les agents de collecte seront convenablement formés pour assurer la cohérence des informations collectées. - Les consultants vérifieront tous les questionnaires des enquêteurs en vue d'analyser la cohérence des réponses. Les questionnaires présentant des incohérences seront renvoyés pour correction. - le masque de saisie qui sera développé sur CSPro va prendre en compte des programmes de contrôle dont l'exécution permettra de détecter les incohérences qui apparaissent sur les questionnaires et de l'équipe devra corriger ces erreurs par la suite.
Fiabilité	<p>Les assistants de collecte ont-ils collecté les informations dans les ménages qui ont été tirés dans l'échantillon ?</p> <p>Les informations collectées correspondent-elles aux réponses des répondants rencontrés ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les consultants s'assureront de l'effectivité des entretiens réalisés par les assistants de recherche

Source : l'évaluateur

b) Cadre éthique et conformité aux normes de collecte des données

➤ **Principes éthiques, normes et standards appliqués**

- **Consentement éclairé** : Avant toute collecte de données, les participants seront informés des objectifs de l'étude, de l'utilisation de leurs données, ainsi que de leur droit de refuser ou de se retirer à tout moment, sans conséquences.
- **Confidentialité et protection des données** : Toutes les informations collectées seront anonymisées et sécurisées afin de garantir la protection de la vie privée des répondants.
- **Neutralité et impartialité** : L'évaluation adoptera une approche neutre et objective, en s'assurant que toutes les parties prenantes aient la possibilité de s'exprimer sans pression ni influence.
- **Sensibilité culturelle et linguistique** : La collecte des données sera adaptée au contexte local, en tenant compte des normes culturelles et linguistiques des communautés interrogées. Pour ce faire, les enquêteurs seront recrutés dans les zones de collecte.
- **Do No Harm** (Ne pas nuire) : Les équipes veilleront à ce que la collecte des données ne mette pas en danger les participants, notamment dans les zones sensibles ou en situation de vulnérabilité.

➤ **Mécanismes pour assurer le respect des principes éthiques pendant la collecte des données**

- **Formation des enquêteurs et des facilitateurs** : Tous les acteurs impliqués dans la collecte seront briefés sur les principes éthiques, la confidentialité et les droits des participants.
- **Procédures de consentement et d'information** : Un consentement oral sera systématiquement demandé pour s'assurer que les participants donnent leur accord en toute connaissance de cause.

- **Supervision et contrôle qualité** : Les superviseurs de collecte s'assureront du respect des normes éthiques. Cela inclue des contrôles aléatoires sur le terrain.
- **Canaux de retour et de réclamation** : Les participants auront la possibilité de poser des questions, exprimer leurs préoccupations ou signaler tout problème lié à la collecte des données aux superviseurs.

7.2.3 Phase d'analyse des données et de rédaction du rapport de l'évaluation

Cette phase comprend le traitement des données, l'analyse des données et la rédaction du rapport provisoire.

a) Traitement et analyse des données issues de l'enquête qualitative

Le corpus des entretiens fera l'objet d'une analyse thématique et d'une analyse textuelle ou sémantique.

L'analyse thématique consiste à regrouper manuellement les éléments signifiants du discours selon 2 thèmes prédéfinis : les dysfonctionnements du projet et les actions que les acteurs souhaitent voir se développer.

L'analyse textuelle sera réalisée avec le logiciel Alceste qui permet d'extraire, sur des bases sémantiques, les structures signifiantes d'un texte et d'en quantifier l'occurrence. Chaque entretien est divisé en Unités de Contexte Élémentaire (U.C.E.) d'une longueur standardisée d'environ trois lignes. Les mots sont réduits à leur racine puis regroupés. La similarité des U.C.E. est basée sur le nombre de mots en commun. Les classes d'énoncés représentatifs ou classes sémantiques sont constituées à partir du regroupement des U.C.E. par une méthode de classification descendante hiérarchique. Le pourcentage de variance est présenté pour chaque classe sémantique et permet d'avoir une représentation du poids de chaque classe.

Aussi, la technique d'analyse de contenus sera utilisée pour traiter les discours tenus par les acteurs interrogés.

b) Traitement et analyse des données issues de l'enquête quantitative

Le traitement des données collectées se fera en utilisant l'outil informatique. Cette tâche est allégée du fait que la saisie se fera directement sur le terrain. La démarche de traitement est la suivante :

- La codification des questions ouvertes ;
- L'apurement du fichier de données ;

➤ Codification des questions ouvertes

A la fin de la collecte des données assistée par les tablettes et téléphones portables, tous les fichiers de données seront fusionnés pour en faire un seul qui contient tous les individus enquêtés. Après cela, il sera question de traiter l'ensemble des questions ouvertes afin de recenser l'ensemble des réponses distinctes apportées par les répondants. Un numéro ou code sera attribué à chaque réponse afin d'obtenir la grille de codification qui servira à attribuer des modalités aux questions concernées.

➤ **Apurement du fichier des données**

Un nouveau programme de contrôle sera exécuté pour identifier d'éventuelles incohérences et les apurer. Ensuite, un tri à plat sera effectué pour identifier les valeurs aberrantes dans le but de vérifier leur exactitude à partir du questionnaire incriminé. A l'issue de ces deux exercices, on disposera d'un fichier beaucoup plus cohérent qui permettra de calculer les différents indicateurs clés.

Enfin, il sera question de sortir les tableaux de résultat en vue de l'analyse des données et le calcul des indicateurs.

➤ **Gestion et analyse des données**

Un plan de gestion des données sera élaboré pour permettre de :

- Mettre en sécurité et préserver les données primaires et par conséquent les informations individuelles des participants ;
- Assurer la conformité des données avec les classifications types ;
- Assurer la validité des données ;
- Assurer l'intégrité des données et leur cohérence interne ;
- Traiter efficacement les données suivant les besoins ;

Les informations sur le nom et le prénom des participants à l'interview, seront effacées de la base de données issue de l'enquête pour assurer la confidentialité des informations individuelles. Seule l'identifiant unique sera présent dans la base de données de sorte si besoin est, que l'on pourrait retrouver d'autres informations dans la base de données principale des bénéficiaires du projet, base de données à laquelle n'a accès que le consultant et personne d'autre.

De plus les résultats de l'enquête seront présentés de manière agrégée en évitant de publier les informations individuelles des participants à l'étude.

Il sera élaboré un plan d'analyse des données qui donnera les indications sur les paramètres à analyser, les variables clés à exploiter, les croisements et les tests à effectuer.

La méthode d'évaluation privilégiée sera celle de la différence simple qui consiste à comparer dans chaque commune, la situation après la mise en œuvre du projet à la situation avant le projet pour les indicateurs dont on dispose des valeurs de référence. Pour les autres, on comparera la valeur actuelle des indicateurs avec les cibles fixées initialement.

L'on utilisera par ailleurs de la statistique descriptive à travers les analyses univariées et bivariées. Pour ce qui est de l'analyse univariée, il sera question de calculer les fréquences relatives pour chacune des variables clés après le projet et avant le projet pour faire des comparaisons.

Quant à l'analyse bivariée, on procèdera au croisement des variables clés au sexe, à l'âge et bien d'autres variables afin de désagréger les principaux indicateurs. Avant toute chose, un test

d'indépendance ou test de Khi-Deux sera effectué pour confirmer l'éventuel lien entre les deux variables avant la construction du tableau de contingence.

Toutes les informations collectées dans le cadre des investigations de terrain (recherche/exploitation documentaire, entretiens semi-structurés, discussions de groupes, enquêtes par questionnaire) seront exploitées, synthétisées et analysées par le consultant pour la rédaction du rapport provisoire de l'évaluation finale.

c) Rédaction du rapport final d'évaluation

La version provisoire du rapport sera présentée aux équipes en charge de l'évaluation qui y apporteront des remarques et observations dans le cadre d'une note unique consensuelle. La consultation prendra en compte les remarques et observations formulées et établira la version finale du rapport de l'évaluation (en fichier Word) qu'il soumettra pour validation et diffusion.

Le rapport final sera rédigé suivant le modèle de rapport d'évaluation finale des projets du PBF.

IX. MATRICE D'EVALUATION

Tableau 6 : Matrice d'analyse des questions de l'évaluation

Questions d'évaluation	Livrables attendus	Méthodes de collecte / Parties prenantes à rencontrer	Sources de vérification
Pertinence : La pertinence mesure dans quelle mesure les objectifs du projet répondent aux priorités nationales, aux besoins des populations, et s'alignent sur les Objectifs de Développement Durable (ODD), en tenant compte des évolutions du contexte.			
Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins et priorités des communautés frontalières ?	Analyse des besoins et adéquation avec les interventions du projet	Entretiens avec les gouvernements haïtien et dominicain, PNUD, OIM, collectivités locales, bénéficiaires	- Rapports du projet - Témoignages des communautés et autorités locales - Témoignages des bénéficiaires
Le projet est-il aligné avec les priorités nationales des deux pays en matière de consolidation de la paix et de gestion des migrations ?	Évaluation de l'alignement du projet avec les cadres stratégiques nationaux et internationaux	Revue documentaire, entretiens avec les agences onusiennes et gouvernementales	- Documents stratégiques - Politiques sectorielles - Plans nationaux
La Théorie du Changement du projet était-elle adaptée aux objectifs de paix et de cohésion sociale visés ?	Analyse de la cohérence et de la logique du cadre du projet	Revue documentaire, entretiens avec les équipes du projet et les partenaires	- Théorie du Changement du projet - Rapports du projet
Dans quelle mesure des enseignements ont-ils été tirés d'autres projets pertinents lors de la conception ?	Analyse de l'intégration des bonnes pratiques et leçons apprises	Étude des évaluations antérieures, entretiens avec agences d'exécution	- Rapports d'évaluation d'anciens projets - Bonnes pratiques documentées
Dans quelle mesure les perspectives des institutions et personnes influentes ont-elles été prises en compte lors du processus de conception du projet ?	Évaluation des processus consultatifs inclus dans la conception	Entretiens avec ministères sectoriels, collectivités locales, société civile, OIM, PNUD	- Rapports de concertation - Témoignages des parties prenantes
Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu de manière adaptée aux évolutions politiques, sociales, juridiques, économiques et institutionnelles dans les deux pays ?	Étude d'adaptabilité et d'ajustement aux dynamiques du contexte	Analyse documentaire, entretiens avec experts en politique et migration	- Rapports de suivi contextuel - Réformes législatives et politiques nationales
Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu aux besoins et priorités des communautés frontalières ?	Évaluation des attentes et des réponses apportées	Entretiens avec collectivités locales, bénéficiaires, société civile, OIM, PNUD	- Enquêtes terrain - Témoignages des bénéficiaires
Le choix des partenaires institutionnels et l'approche du projet étaient-ils pertinents pour atteindre les objectifs ?	Étude des synergies institutionnelles et de l'efficacité du modèle partenarial	Entretiens avec partenaires techniques et financiers, OIM, PNUD, collectivités locales	- Analyse des partenariats - Rapports d'exécution
Dans quelle mesure ce projet répond-il à l'un des domaines prioritaires définis par le gouvernement haïtien lors de son éligibilité au Fonds pour la Consolidation de la Paix ?	Vérification de l'adéquation du projet avec les priorités haïtiennes	Revue des documents de demande de financement, entretiens avec ministères concernés, PBF, PNUD	- Documents de demande de financement - Stratégies nationales haïtiennes
Efficacité : L'efficacité évalue la mesure dans laquelle les résultats attendus du projet sont atteints, et quels sont les facteurs (positifs ou négatifs) qui influencent la réalisation des objectifs.			
Dans quelle mesure les résultats attendus du projet ont-ils été atteints ?	Analyse des indicateurs de performance et atteinte des objectifs du projet	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, collectivités locales, organisations de la société civile, bénéficiaires	- Rapports de suivi du projet - Données de suivi et évaluation
Quels facteurs ont favorisé ou entravé la réalisation des objectifs ?	Identification des facteurs clés ayant influencé les résultats	Focus groups avec bénéficiaires, partenaires techniques, PNUD, OIM, collectivités locales, organisations de la société civile	- Études d'impact - Témoignages des parties prenantes
Dans quels domaines le projet a-t-il enregistré ses meilleures et pires performances ? Pourquoi ?	Analyse comparative des succès et défis rencontrés	Entretiens avec experts en évaluation, bénéficiaires, PNUD, OIM, collectivités locales, organisations de la société civile	- Évaluations intermédiaires - Leçons apprises documentées
La stratégie de partenariat de l'OIM et du PNUD a-t-elle été adaptée pour assurer des résultats significatifs ?	Évaluation de l'efficacité des partenariats	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, partenaires de mise en œuvre, collectivités locales	- Rapports de collaboration - Études de cas

Questions d'évaluation	Livrables attendus	Méthodes de collecte / Parties prenantes à rencontrer	Sources de vérification
Dans quelle mesure la stratégie d'associer des agences onusiennes des deux côtés de la frontière a-t-elle amélioré la coordination du projet ?	Analyse des effets de la coordination multi-agences	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, agences des Nations Unies, collectivités locales	- Rapports de coordination - Témoignages des parties prenantes
Quelles ont été les innovations du projet en matière de consolidation de la paix et cohésion sociale ?	Recensement des approches novatrices et meilleures pratiques	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, organisations de la société civile, bénéficiaires, experts en consolidation de la paix	- Revue des pratiques innovantes - Études comparatives
Dans quelle mesure la mise en œuvre du projet a-t-elle été participative ? Cette participation a-t-elle contribué aux résultats ?	Évaluation du niveau d'implication des parties prenantes	Focus groups avec bénéficiaires, entretiens avec PNUD, OIM, CMB, collectivités locales, organisations de la société civile	- Rapports de suivi participatif - Témoignages des bénéficiaires
Efficiency : L'efficacité mesure dans quelle mesure les ressources (humaines, techniques, financières) sont utilisées de manière optimale pour obtenir les résultats attendus.			
Les ressources financières et humaines ont-elles été utilisées de manière optimale ?	Analyse de l'utilisation des ressources par rapport aux résultats attendus	Entretiens avec PNUD, OIM, partenaires financiers, collectivités locales, gestionnaires de projet	- Rapports financiers - Comptes rendus de gestion
Le rapport qualité-prix des actions du projet est-il satisfaisant ?	Évaluation de l'efficacité financière et budgétaire	Entretiens avec PNUD, OIM, partenaires financiers, gestionnaires de projet, experts en gestion budgétaire	- Rapports financiers détaillés - Études comparatives de coûts
Y avait-il des moyens plus efficaces d'atteindre les mêmes résultats ?	Identification des alternatives pour optimiser l'utilisation des ressources	Focus groups avec experts en gestion de projet, partenaires techniques, collectivités locales	- Études d'efficacité - Bonnes pratiques en gestion de projet
La stratégie de mise en œuvre du projet était-elle efficace et d'un bon rapport coût-efficacité ? Jusqu'à quel point les modalités de partenariat, ainsi que les structures de gestion et de redevabilité, ont-elles contribué à l'atteinte des résultats ?	Évaluation des processus de gestion et des partenariats	Entretiens avec PNUD, OIM, partenaires techniques et financiers, collectivités locales, experts en gouvernance et suivi-évaluation	- Rapports de partenariat - Études de cas de gestion de projet
Les systèmes de suivi et évaluation utilisés permettaient-ils d'assurer une gestion efficace du projet ?	Analyse des outils et méthodes de suivi-évaluation	Entretiens avec PNUD, OIM, collectivités locales, experts en suivi-évaluation, gestionnaires de projet	- Rapports de suivi-évaluation - Outils de gestion des résultats
Cohérence : La cohérence analyse l'intégration du projet dans son environnement politique, social et institutionnel.			
Le projet a-t-il complété le travail d'autres entités, en particulier les agences onusiennes ?	Analyse des complémentarités et des synergies avec d'autres initiatives	Entretiens avec PNUD, OIM, agences des Nations Unies, CMB, partenaires techniques et financiers, collectivités locales	- Rapports de coordination inter-agences - Documents de projet
Le projet faisait-il partie d'un ensemble plus large de projets PBF ? Comment s'est-il aligné avec eux ?	Évaluation de l'alignement avec les autres projets PBF	Entretiens avec PNUD, OIM, PBF, CMB, partenaires techniques et financiers, collectivités locales	- Rapports du PBF - Études de coordination entre projets
Comment les parties prenantes ont-elles été impliquées dans la conception et la mise en œuvre du projet ?	Identification du niveau d'engagement des parties prenantes	Entretiens avec PNUD, OIM, collectivités locales, organisations de la société civile, CMB, bénéficiaires	- Rapports de participation des parties prenantes - Comptes rendus des réunions de consultation

Questions d'évaluation	Livrables attendus	Méthodes de collecte / Parties prenantes à rencontrer	Sources de vérification
Durabilité : La durabilité évalue la pérennité des résultats après la fin du projet.			
Les cadres légaux et politiques représentent-ils un risque pour la durabilité des bénéfices ?	Analyse des facteurs de risque pour la pérennité du projet	Entretiens avec les ministères sectoriels, PNUD, OIM, CMB, experts en gouvernance, collectivités locales	- Rapports de gouvernance
			- Cadres réglementaires nationaux
			- Études institutionnelles
Une stratégie de durabilité a-t-elle été développée et mise en œuvre ?	Évaluation de l'existence et de la mise en place des mécanismes de durabilité	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, collectivités locales, partenaires financiers, ministères concernés	- Plans de durabilité du projet
			- Rapports des partenaires financiers
Quelles recommandations pour renforcer les stratégies de désengagement et de durabilité ?	Propositions d'amélioration pour assurer la continuité du projet	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, experts en consolidation de la paix, bailleurs de fonds, partenaires techniques, collectivités locales	- Rapports d'évaluation du projet
			- Recommandations des experts et bailleurs
Sensibilité aux droits humains et au genre : Evalue la prise en compte des principes fondamentaux des droits de l'homme, ainsi que l'égalité entre les sexes, dans la conception et la mise en œuvre			
Le projet a-t-il pris en compte les défis et opportunités liés au genre ?	Analyse de l'intégration du genre dans la mise en œuvre du projet	Entretiens avec PNUD, OIM, Organisations de défense des droits des femmes et minorités, Collectivités locales, Bénéficiaires	- Rapports d'évaluation du projet
			- Études d'impact genre
			- Témoignages des bénéficiaires
Le projet a-t-il intégré des mesures spécifiques pour protéger les groupes vulnérables (femmes, enfants, migrants, personnes handicapées) ?	Évaluation des mécanismes de protection des groupes vulnérables	Entretiens avec PNUD, OIM, Organisations de défense des droits humains, Collectivités locales, Bénéficiaires, Partenaires techniques et financiers	- Rapports des organisations partenaires
			- Études de vulnérabilité et inclusion sociale
Le projet a-t-il contribué à une meilleure inclusion des femmes et des jeunes dans les initiatives de consolidation de la paix ?	Identification des actions favorisant l'inclusion des femmes et des jeunes	Entretiens avec PNUD, OIM, ONG locales, Collectivités locales, Bénéficiaires, Partenaires techniques et financiers	- Rapports de suivi des initiatives locales
			- Témoignages des parties prenantes
Le projet a-t-il contribué à renforcer l'autonomisation économique et sociale des femmes et des jeunes ?	Analyse des résultats des actions d'autonomisation	Entretiens avec PNUD, OIM, Collectivités locales, Bénéficiaires, Organisations de la société civile, Partenaires techniques et financiers	- Données sur l'accès aux opportunités économiques
			- Évaluations des programmes d'autonomisation
Sensibilité aux conflits : Evalue la capacité du projet à prendre en compte les dynamiques de conflit dans son environnement, afin de minimiser les risques d'aggravation des tensions et de contribuer à la consolidation de la paix.			
Le projet avait-il une approche explicite de la sensibilité aux conflits ?	Analyse de l'intégration de la sensibilité aux conflits dans la conception et la mise en œuvre du projet	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Organisations de la société civile, Experts en consolidation de la paix	- Rapports du projet
			- Documents stratégiques sur la gestion des conflits
			- Témoignages des parties prenantes
			- Études de cas sur la gestion des tensions

Questions d'évaluation	Livrables attendus	Méthodes de collecte / Parties prenantes à rencontrer	Sources de vérification
Le projet a-t-il permis d'atténuer ou d'éviter des tensions dans les zones frontalières ?	Évaluation des actions entreprises pour la réduction des tensions	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Bénéficiaires, Organisations de la société civile, Autorités locales	- Témoignages des populations locales - Rapports des organisations impliquées
Les mécanismes de dialogue mis en place sont-ils adaptés pour prévenir des conflits futurs ?	Analyse des dispositifs de médiation et de gestion des conflits	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Organisations de la société civile, Experts en médiation et gestion des conflits	- Rapports d'évaluation des dispositifs de dialogue - Études d'impact sur la consolidation de la paix
Effet catalytique : évalue la capacité d'un projet à générer des impacts positifs au-delà de ses objectifs initiaux, en stimulant de nouvelles initiatives, en influençant les politiques publiques ou en renforçant les dynamiques de développement et de paix.			
Le projet a-t-il contribué à d'autres initiatives de consolidation de la paix ?	Identification et analyse des initiatives dérivées du projet	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, Partenaires techniques et financiers, Agences des Nations Unies, Collectivités locales, Organisations de la société civile	- Rapports de projet - Études d'impact - Initiatives complémentaires financées par d'autres bailleurs - Témoignages des acteurs locaux
Tolérance au risque et innovation : mesure la capacité d'un projet à anticiper, gérer et atténuer les risques tout en adoptant des approches innovantes pour maximiser son impact			
Le projet a-t-il identifié et géré efficacement les risques ?	Analyse des mécanismes de gestion des risques mis en place	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, Collectivités locales, Partenaires techniques et financiers, Experts en gestion des risques	- Rapports de gestion des risques - Études d'impact - Évaluations des mesures d'atténuation
L'approche du projet était-elle innovante ? Peut-elle être reproduite ailleurs ?	Identification et documentation des innovations du projet	Entretiens avec PNUD, OIM, CMB, Partenaires techniques et financiers, Experts en innovation sociale, Collectivités locales, Organisations de la société civile	- Études de cas sur l'innovation sociale - Bonnes pratiques documentées - Rapports de projet

X. TABLEAU DES CATEGORIES DE PERSONNES A RENCONTRER

Tableau 7 : Catégorie de personnes à rencontrer

Catégories	Effectif/Nombre	Outils de collecte	Lieu
Gouvernement haïtien (national)	5	Entretiens	Haïti (Port-au-Prince)
Gouvernement haïtien (local)	9	Entretiens	Haïti (Anse à Pitres, Ouanaminthe, Belladère)
Gouvernement dominicain (national)	5	Entretiens	République dominicaine (Santo Domingo)
Gouvernement dominicain (local)	9	Entretiens	République dominicaine (Dajabón, Pedernales, Elias Pinas)
Ambassades des 2 pays	1 par pays	Entretiens	Port-au-Prince / Santo Domingo
OIM	3 par pays	Entretiens	Port-au-Prince / Santo Domingo
PNUD	3 par pays	Entretiens	Port-au-Prince / Santo Domingo
Agences des Nations Unies et autres partenaires (UNODC, OIT, UE)	3 par pays	Entretiens	Port-au-Prince / Santo Domingo
Secrétariat PBF	1 (Haïti)	Entretiens	Port-au-Prince
RCO	2 (Rép. Dom.) / 1 (Haïti)	Entretiens	Port-au-Prince / Santo Domingo
Société civile/ONG	6 par pays	Entretiens	Anse à Pitres-Pedernales, Ouanaminthe - Dajabón
Représentants des femmes et jeunes	6 par pays	Focus group / Entretiens	Anse à Pitres-Pedernales, Ouanaminthe - Dajabón
Médias locaux	1 par pays	Entretiens	Anse à Pitres-Pedernales, Ouanaminthe - Dajabón
Total	39 (Rép. Dom.) / 38 (Haïti)	-	-

XI. CHRONOGRAMME DETAILLE DE LA MISSION

Tableau 8 : Chronogramme des activités de l'évaluation

Taches à mener	Produits attendus	Jan-25	Février 2025					Mars 2025				Avril 2025				Lieu de la mise en œuvre	Personne responsable	Outils à utilisés
		S1	S2	S3	S4	S5	S6	S7	S8	S9	S10	S11	S12	S13				
Livrable 1 : rapport initial d'évaluation																		
Réunion de cadrage	Compte rendu de réunion de cadrage															A distance	Consultant	Microsoft Team
Envoi des documents importants du projet	Documents pertinents du projet transmis															A distance	OIM et PNUD	Email, Google Drive, SharePoint
Revue de la littérature	Synthèse documentaire et bibliographique															A distance	Consultant	
Rédaction du rapport de cadrage	Rapport de cadrage rédigé															A distance	Consultant	Microsoft Word
Validation du rapport de cadrage	Rapport de cadrage validé															A distance	OIM, PNUD et PBF	Track Changes (Word)
Livrable 2: projet de rapport d'évaluation																		
Préparation de la collecte : recrutement et formation des agents, obtention des autorisations	Liste des agents recrutés et formés, autorisations obtenues															Haïti et Rep. Dom	Consultant et ses assistants	Excel
Collecte des données sur le terrain	Base de données brute des informations collectées															Haïti et Rep. Dom	Consultant et ses assistants	CsPro, Téléphones ou tablettes
Apurement des données collectées	Base de données nettoyée et exploitable															A distance	Consultant	Excel
Rédaction des premières conclusions	Synthèse des premières analyses															A distance	Consultant	PowerPoint
Réunion de restitution des premières conclusions	Présentation et compte rendu de restitution															A distance	Consultant	Microsoft Team
Rédaction du rapport provisoire	Rapport provisoire d'évaluation															A distance	Consultant	Microsoft Word
Commentaires sur le rapport provisoire	Liste des commentaires et suggestions des parties prenantes															A distance	OIM, PNUD et PBF	Track Changes (Word)
Livrable 3: rapport final d'évaluation																		
Prise en compte des commentaires sur le rapport provisoire	Version révisée du rapport															A distance	Consultant	Microsoft Word
Validation du rapport final	Rapport final d'évaluation validé															A distance	OIM, PNUD et PBF	

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

Questionnaire – Jeunes et Femmes

SECTION 1 : Identification du Répondant

N°	Intitulé et réponses	Code
Q1.0	Numéro du questionnaire _____	<input type="text"/>
Q1.1	Nom et prénom _____	<input type="text"/>
Q1.2	Sexe 1 = Homme 2 = Femme 3 = Autre	<input type="text"/>
Q1.3	Age 1 = 18-25 ans 2 = 26-30 ans 3 = 31-35 ans 4 = Plus de 35 ans	<input type="text"/>
Q1.4	Nationalité 1 = Haïtienne 2 = Dominicaine 3 = Autre (préciser) : _____	<input type="text"/>
Q1.5	Statut d'immigration : 1 = National, 2 = Réfugié, 3 = Migrant régulier, 4 = Migrant irrégulier	<input type="text"/>
Q1.6	Niveau d'éducation : 1 = Aucune éducation, 2 = Primaire, 3 = Secondaire, 4 = Supérieur	<input type="text"/>
Q1.7	Activité principale : 1 = Étudiant(e), 2 = Enseignant, 3 = Fonctionnaire, 4 = Agent de la force publique 5 = Agriculteur ou planteur, 6 = Autre travailleur(euse), 7 = Entrepreneur, 8 = Sans emploi,	<input type="text"/>
Q1.8	Pays de résidence : 1 = Haïti, 2 = République dominicaine, 3 = Autre pays (Si 1, alors aller à Q1.10, Si 2, alors aller à Q1.11)	<input type="text"/>
Q1.9	Localité de résidence : 1 = Ouanaminthe, 2 = Belladère, 3 = Malpasse, 4 = Anse-à-Pitres, 5 = Port-au-Prince, 6 = Autre	<input type="text"/>
Q1.10	Localité de résidence : 1 = Dajabón, 2 = Elías Piña, 3 = Jimaní, 4 = Pedernales, 5 = Santo Domingo, 6 = Autre	<input type="text"/>
Q1.11	Numéro de téléphone _____	<input type="text"/>

SECTION 2 : Pertinence du Projet

Q2.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu à vos besoins et priorités et à ceux de votre communauté ? 1 = Fortement / 2 = Partiellement / 3 = Pas du tout / 4 = Ne sait pas

Q2.2 Dans quelle mesure les activités mises en place sont-elles adaptées à votre réalité quotidienne ? 1 = Fortement / 2 = Partiellement / 3 = Pas du tout / 4 = Ne sait pas | |

Q2.3 Quelles sont les principales problématiques abordées par le projet dans votre communauté ? (1 = Oui, 2 = Non)

Q2.3a Accès aux services sociaux de base |

Q2.3b Accès à l'emploi et opportunités économiques

Q2.3c Réduction des tensions communautaires

Q2.3d Amélioration de la participation citoyenne |

Q2.3e Dialogue binational |

Q2.3f Migration et sécurité |

Q2.3g Autre (préciser) _____

SECTION 3 : Efficacité du Projet

Q3.1 Avez-vous bénéficié directement d'une ou plusieurs activités du projet ? 1 = Oui, 2 = Non

Q3.2 Si oui, lesquelles ? (1 = Oui, 2 = Non)

Q3.2a Formation en leadership et gouvernance

- Q3.2b Sensibilisation sur la cohésion sociale ☐
- Q3.2c Accès à des opportunités économiques ☐
- Q3.2d Formation en médiation et gestion des conflits ☐
- Q3.2e Autre (préciser) _____ ☐

Q3.3 Dans quelle mesure ces activités ont-elles eu un impact sur votre situation personnelle ou communautaire ? 1 = Fortement / 2 = Partiellement / 3 = Pas du tout / 4 = Ne sait pas ☐

Q3.4 Quels sont les obstacles qui ont limité les effets du projet selon vous ? (1 = Oui, 2 = Non)

- Q3.4a Manque de suivi des bénéficiaires ☐
- Q3.4b Manque de ressources financières ☐
- Q3.4c Insuffisance des formations proposés ☐
- Q3.4d Problèmes de sécurité ☐
- Q3.4e COVID-18 ☐
- Q3.4f Autre (préciser) _____ ☐

SECTION 4 : Impact du Projet

Q4.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il affecté les tensions communautaires dans votre zone ? 1 = Fortement contribué à la baisse des tensions, 2 = Faiblement contribué à la baisse des tensions, 3 = N'a eu aucun impact sur les tensions, 4 = A plutôt exacerbé les tensions, 5 = Ne sait pas ☐

Q4.2 Dans quelle mesure avez-vous observé des changements dans la coexistence entre Haïtiens et Dominicains depuis 2021 ? 1 = Changements positifs, 2 = Aucun changement, 3 = Changements négatifs, 4 = Ne sait pas ☐

Q4.3 En quoi ces changements se manifestent-ils ? (1 = Oui, 2 = Non)

- Q4.3a Plus de dialogues entre les communautés ☐
- Q4.3b Moins de conflits et tensions ☐
- Q4.3c Plus d'opportunités économiques partagées ☐
- Q4.3d Autre (préciser) _____ ☐

Q4.4 Indicateur 1.1 : % des populations frontalières ayant exprimé une perception positive des contributions d'une migration sûre, ordonnée et régulière ainsi que des relations binationales renforcées.

Q4.4a Selon vous, la migration entre Haïti et la République Dominicaine est-elle bien gérée et bénéfique pour les deux pays ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas sûr

Q4.4b Avez-vous constaté une amélioration des relations binationales en lien avec la gestion de la migration ces 3 dernières années ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas de changement

Q4.5 Indicateur 1.2 : % des populations frontalières ayant exprimé une perception positive des relations de bon voisinage.

Q4.5a Comment décririez-vous l'état actuel des relations entre votre communauté et celle située de l'autre côté de la frontière ? 1 = Très bonnes / 2 = Bonnes / 3 = Moyennes / 4 = Mauvaises / 5 = Très mauvaises

Q4.5b Participez-vous à des activités économiques, culturelles ou sociales avec des habitants de l'autre côté de la frontière ? 1 = Oui / 2 = Non

Q4.6 Indicateur 1.2.4 : % des personnes ayant changé leur mentalité concernant l'impact positif de la migration sûre et ordonnée à la frontière après les enquêtes réalisées au début et à la fin du projet.

Q4.6a Votre perception de la migration a-t-elle changé depuis le début du projet en 2021 ? 1 = Oui, en mieux / 2 = Oui, en pire / 3 = Non, elle est restée la même

Q4.6b Avez-vous participé ou suivi des activités du projet qui vous ont aidé à mieux comprendre les bénéfices d'une migration sûre et ordonnée ? 1 = Oui 2 = Non

Q4.7 : Indicateur 2.1 : % des populations frontalières et des acteurs intervenant au niveau des frontières ayant une perception positive du renforcement de la cohésion sociale et de la prévention des conflits locaux grâce aux espaces de dialogue transfrontaliers et aux mécanismes de collaboration technique et culturelle.

Q4.7a Avez-vous participé ou entendu parler des espaces de dialogue transfrontaliers mis en place dans votre région ? 1 = Oui / 2 = Non

Q4.7b Pensez-vous que ces espaces de dialogue ont permis de réduire les tensions et d'améliorer la coexistence entre les communautés frontalières ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas sûr

Q4.8 : Indicateur 3.1 : % des populations frontalières ayant exprimé une perception positive du renforcement (ou de la promotion) du dialogue binational grâce à la Commission Mixte Bilatérale.

Q4.8a Avez-vous entendu parler des actions de la Commission Mixte Bilatérale en faveur du dialogue entre Haïti et la République Dominicaine ? 1 = Oui / 2 = Non

Q4.8b Selon vous, la Commission Mixte Bilatérale a-t-elle permis d'améliorer la coopération et le dialogue entre les deux pays ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas sûr

SECTION 5 : Durabilité et Pérennité

Q5.1 Pensez-vous que les résultats du projet seront maintenus après sa fin ? 1 = Oui, certainement, 2 = Oui, mais avec difficulté, 3 = Non, 4 = Ne sait pas ☐

Q5.1a Sinon pourquoi ? 1 = Absence d'actions ou stratégie de pérennité, 2 = Faiblesse des actions et stratégie de pérennité, 3 = Absence d'une appropriation des actions ou stratégie de pérennité par les bénéficiaires et acteurs locaux, 4 = Autres

Q5.1b Si oui (Q5.1 = 1 ou 2), quelles actions ont-été mise en place pour assurer la continuité des initiatives du projet ? (Cocher plusieurs réponses, 1 = Oui, 2 = Non)

Q5.2a Formations et d'accompagnements ☐

Q5.2b Création de structures locales de suivi ☐

Q5.2c Implication des autorités locales ☐

Q5.2d Autre (préciser) ☐

SECTION 6 : Sensibilité aux Droits Humains et au Genre

Q6.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes que vous êtes ? 1 = Fortement, 2 = Partiellement, 3 = Non, 4 = Ne sait pas ☐

Q6.2 En tant que femme ou jeune, vous sentez-vous mieux intégré(e) dans votre communauté depuis le début du projet ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Pas sûr ☐

Q6.3 Avez-vous rencontré des discriminations ou des obstacles liés à votre genre ou âge pendant le projet ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Préfère ne pas répondre ☐

SECTION 7 : Sensibilité aux Conflits et Approche Innovante

Q7.1 Pensez-vous que le projet a permis de prévenir d'éventuels conflits sur la gestion des ressources, les déplacements des populations de part et d'autre de la frontière ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

Q7.2 Avez-vous participé à des formations ou ateliers sur la gestion des conflits ? 1 = Oui, 2 = Non ☐

Q7.3 Le projet a-t-il proposé des solutions nouvelles et adaptées aux défis locaux ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

SECTION 8 : Effet Catalytique

Q8.1 Le projet a-t-il généré d'autres initiatives locales de paix et de cohésion sociale ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

Q8.2 Les jeunes et les femmes de votre communauté sont-ils plus impliqués dans les initiatives de paix qu'avant le projet ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

SECTION 9 : Recommandations

Quelles recommandations proposeriez-vous pour améliorer futures interventions similaires ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

Guide d'Entretien – Représentants d'Associations de Jeunes et de Femmes

Introduction

Bonjour, et merci de prendre le temps de participer à cet entretien. Nous menons une évaluation du projet visant à renforcer la cohésion sociale entre Haïti et la République dominicaine. Cet entretien vise à recueillir votre expérience en tant que représentant(e) d'une association de jeunes et/ou de femmes et à identifier les forces, défis et améliorations possibles du projet.

Les informations recueillies seront utilisées à des fins d'analyse et resteront confidentielles.

1. Identification du répondant

1. Nom et prénom :
2. Nom de l'organisation :
3. Statut de l'organisation (ONG, association locale, collectif, etc.) :
4. Pays et région d'intervention :
5. Depuis combien de temps votre association existe-elle ?

2. Pertinence du projet

6. Quels sont les besoins et les priorités des jeunes et des femmes dans votre communauté ?
7. Dans quelle mesure les objectifs du projet étaient-ils alignés avec ces besoins et priorités des jeunes et des femmes dans votre communauté ? Y' a-t-il des besoins et priorités non couverts ?
8. De quelle manière les activités proposées étaient-elles adaptées aux réalités et défis spécifiques des jeunes et des femmes ?
9. Quels sont les principaux besoins des jeunes et des femmes dans la zone frontalière que le projet aurait pu mieux adresser ?

3. Participation et engagement des jeunes et des femmes

9. Comment votre organisation a-t-elle été impliquée dans la mise en œuvre du projet ?
10. Dans quelle mesure les jeunes et les femmes ont-ils été suffisamment consultés lors de la conception et de l'exécution des activités ?
11. Quels ont été les défis rencontrés dans l'engagement des jeunes et des femmes dans les activités du projet ?
12. Quelles actions auraient permis une meilleure participation des jeunes et des femmes ?

4. Effets et Impact du projet

13. Quels sont les activités du projet ayant produits le plus d'effets à votre avis ? pourquoi et comment ?
14. Quels sont les activités ayant produits le moins d'effets à votre avis ? Pourquoi et comment ?
15. Selon vous, quelles ont été les principales réalisations du projet en matière de dialogue entre les deux pays, de migration et sécurité, de gestion partagée des ressources naturelles et de réduction des tensions communautaires ?
16. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à améliorer la participation des jeunes et des femmes dans les processus de décision, dans la gestion partagée des ressources naturelles les initiatives locales ?
17. Avez-vous observé des changements concrets dans la coexistence entre les communautés haïtiennes et dominicaines ? Si oui, lesquels ?
18. Dans quelle mesure le projet a-t-il renforcé les capacités des jeunes et des femmes en matière de leadership et de médiation des conflits ?
19. **Perception des contributions d'une migration sûre, ordonnée et régulière aux relations binationales (Indicateur 1.1)**
 - 19a Comment percevez-vous actuellement la gestion de la migration entre Haïti et la République Dominicaine ? Diriez-vous qu'elle est bien organisée et bénéfique pour les deux pays ? Pourquoi ?
 - 19b Quels sont, selon vous, les principaux effets positifs d'une migration sécurisée et bien encadrée sur votre communauté ?

19c Au cours des dernières années, avez-vous observé une amélioration des relations entre les deux pays en lien avec la gestion de la migration ? Si oui, à travers quelles actions ou initiatives ?

20. Perception des relations de bon voisinage entre communautés frontalières (Indicateur 1.2)

20a Comment décririez-vous aujourd'hui les relations entre votre communauté et celle située de l'autre côté de la frontière ? Qu'est-ce qui influence positivement ou négativement ces relations ?

20b Participez-vous à des activités économiques, culturelles ou sociales avec des habitants de l'autre pays ? Si oui, pouvez-vous donner des exemples d'interactions transfrontalières qui ont renforcé les liens entre les communautés ?

20c Quels sont, selon vous, les principaux facteurs qui favorisent ou détériorent les relations de bon voisinage entre les populations frontalières ?

21. Évolution des perceptions sur la migration grâce au projet (Indicateur 1.2.4)

21a Depuis le début du projet, votre perception de la migration à la frontière a-t-elle évolué ? Si oui, comment et pourquoi ?

21b Avez-vous participé ou été exposé à des activités du projet visant à sensibiliser sur les bénéfices d'une migration sûre et ordonnée ? Si oui, lesquelles vous ont le plus marqué ?

21c Quels éléments du projet (dialogues communautaires, sensibilisation, témoignages, actions concrètes, etc.) ont eu le plus d'influence sur votre perception de la migration ?

22. Impact des espaces de dialogue transfrontaliers et des mécanismes de collaboration sur la cohésion sociale (Indicateur 2.1)

22a Avez-vous entendu parler ou participé aux espaces de dialogue transfrontaliers mis en place dans votre région ? Si oui, comment évaluez-vous leur utilité ?

22b Selon vous, ces espaces de dialogue et les initiatives de collaboration ont-ils contribué à réduire les tensions et à améliorer la coexistence entre les communautés frontalières ? Pourquoi ?

22c Quels types de mécanismes ou initiatives ont eu, selon vous, le plus d'impact pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits locaux ?

23. Perception du dialogue binational facilité par la Commission Mixte Bilatérale (Indicateur 3.1)

23a Avez-vous entendu parler des actions menées par la Commission Mixte Bilatérale pour favoriser le dialogue entre Haïti et la République Dominicaine ? Si oui, pouvez-vous donner des exemples concrets ?

23b Diriez-vous que la Commission Mixte Bilatérale a amélioré la coopération entre les deux pays ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

23c Quels autres mécanismes ou actions devraient être renforcés ou mis en place pour améliorer encore davantage le dialogue binational ?

5. Défis et limitations

17. Quels ont été les principaux défis rencontrés lors de la mise en œuvre du projet ?

18. Y a-t-il eu des obstacles spécifiques à la participation des jeunes et des femmes ? lesquels ?

19. Quelles stratégies auraient pu être mises en place pour mieux surmonter ces défis ?

6. Durabilité et pérennité

20. Les acquis du projet peuvent-ils être maintenus après sa clôture ? Pourquoi ?

21. Quelles actions pourraient être entreprises pour assurer la pérennité des résultats obtenus ?

22. Votre organisation est-elle en mesure de poursuivre certaines initiatives du projet ? Si oui, de quelle manière ?

23. Quel type de soutien (financier, technique, institutionnel) serait nécessaire pour garantir la continuité des actions engagées ?

7. Sensibilité au genre et aux droits humains

24. Le projet a-t-il suffisamment pris en compte les spécificités et besoins des femmes et des jeunes ?

25. Des actions spécifiques ont-elles été mises en place pour favoriser l'autonomisation des jeunes et des femmes ?

26. Quels seraient les moyens les plus efficaces pour renforcer l'inclusion des femmes et des jeunes dans les prochaines interventions ?

8. Sensibilité aux Conflits et Approche Innovante

27. Dans quelle mesure le projet a-t-il proposé des solutions nouvelles et adaptées aux défis locaux ? quelles sont-elles le cas échéant ?

9. Recommandations pour les futures interventions

28. Quelles recommandations formuleriez-vous pour améliorer les prochaines interventions similaires ?

29. Quelles stratégies devraient être adoptées pour garantir un impact plus significatif sur la cohésion sociale et la participation des jeunes et des femmes ?

30. Avez-vous des suggestions pour renforcer la collaboration entre les associations locales et les acteurs du projet (PNUD, OIM, gouvernements, autres ONG) ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

QUESTIONNAIRE – MEMBRES DE LA COMMUNAUTE

SECTION 1 : Identification du Répondant

N°	Intitulé et réponses	Code
Q1.0	Numéro du questionnaire _____	<input type="text"/>
Q1.1	Nom et prénom _____	<input type="text"/>
Q1.2	Sexe 1 = Homme 2 = Femme 3 = Autre	<input type="text"/>
Q1.3	Age 1 = 18-25 ans 2 = 26-30 ans 3 = 31-35 ans 4 = Plus de 35 ans	<input type="text"/>
Q1.4	Nationalité 1 = Haïtienne 2 = Dominicaine 3 = Autre (préciser) : _____	<input type="text"/>
Q1.5	Statut d'immigration : 1 = National, 2 = Réfugié, 3 = Migrant régulier, 4 = Migrant irrégulier	<input type="text"/>
Q1.6	Niveau d'éducation : 1 = Aucune éducation, 2 = Primaire, 3 = Secondaire, 4 = Supérieur	<input type="text"/>
Q1.7	Activité principale : 1 = Étudiant(e), 2 = Enseignant, 3 = Fonctionnaire, 4 = Agent de la force publique 5 = Agriculteur ou planteur, 6 = Autre travailleur(euse), 7 = Entrepreneur, 8 = Sans emploi,	<input type="text"/>
Q1.8	Pays de résidence : 1 = Haïti, 2 = République dominicaine, 3 = Autre pays (Si 1, alors aller à Q1.10, Si 2, alors aller à Q1.11)	<input type="text"/>
Q1.9	Localité de résidence : 1 = Ouanaminthe, 2 = Belladère, 3 = Malpasse, 4 = Anse-à-Pitres, 5 = Port-au-Prince, 6 = Autre	<input type="text"/>
Q1.10	Localité de residence : 1 = Dajabón, 2 = Elías Piña, 3 = Jimaní, 4 = Pedernales, 5 = Santo Domingo, 6 = Autre	<input type="text"/>
Q1.11	Numéro de téléphone _____	<input type="text"/>

SECTION 2 : Pertinence du Projet

Q2.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il répondu à vos besoins et priorités et à ceux de votre communauté ? 1 = Fortement / 2 = Partiellement / 3 = Pas du tout / 4 = Ne sait pas |

Q2.2 Dans quelle mesure les activités mises en place sont-elles adaptées à votre réalité quotidienne ? 1 = Fortement / 2 = Partiellement / 3 = Pas du tout / 4 = Ne sait pas

Q2.3 Quelles sont les principales problématiques abordées par le projet dans votre communauté ? (1 = Oui, 2 = Non)

Q2.3a Accès aux services sociaux de base |

Q2.3b Accès à l'emploi et opportunités économiques

Q2.3c Réduction des tensions communautaires |

Q2.3d Amélioration de la participation citoyenne

Q2.3e Dialogue binational |Q2.3f Migration et sécurité |

Q2.3g Autre (préciser) _____

SECTION 3 : Efficacité du Projet

Q3.1 Avez-vous bénéficié directement d'une ou plusieurs activités du projet ? 1 = Oui, 2 = Non

Q3.2 Si oui, lesquelles ? (1 = Oui, 2 = Non)

Q3.2a Formation en leadership et gouvernance

- Q3.2b Sensibilisation sur la cohésion sociale ☐
- Q3.2c Accès à des opportunités économiques ☐
- Q3.2d Formation en médiation et gestion des conflits ☐
- Q3.2e Autre (préciser) _____ ☐

Q3.3 Dans quelle mesure ces activités ont-elles eu un impact sur votre situation personnelle ou communautaire ? 1 = Fortement / 2 = Partiellement / 3 = Pas du tout / 4 = Ne sait pas ☐

Q3.4 Quels sont les obstacles qui ont limité les effets du projet selon vous ? (1 = Oui, 2 = Non)

- Q3.4a Manque de suivi des bénéficiaires ☐
- Q3.4b Manque de ressources financières ☐
- Q3.4c Insuffisance des formations proposés ☐
- Q3.4d Problèmes de sécurité ☐
- Q3.4e COVID-18 ☐
- Q3.4f Autre (préciser) _____ ☐

SECTION 4 : Impact du Projet

Q4.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il affecté les tensions communautaires dans votre zone ? 1 = Fortement contribué à la baisse des tensions, 2 = Faiblement contribué à la baisse des tensions, 3 = N'a eu aucun impact sur les tensions, 4 = A plutôt exacerbé les tensions, 5 = Ne sait pas ☐

Q4.2 Dans quelle mesure avez-vous observé des changements dans la coexistence entre Haïtiens et Dominicains depuis 2021 ? 1 = Changements positifs, 2 = Aucun changement, 3 = Changements négatifs, 4 = Ne sait pas ☐

Q4.3 En quoi ces changements se manifestent-ils ? (1 = Oui, 2 = Non)

- Q4.3a Plus de dialogues entre les communautés ☐
- Q4.3b Moins de conflits et tensions ☐
- Q4.3c Plus d'opportunités économiques partagées ☐
- Q4.3d Autre (préciser) _____ ☐

Q4.4 Indicateur 1.1 : % des populations frontalières ayant exprimé une perception positive des contributions d'une migration sûre, ordonnée et régulière ainsi que des relations binationales renforcées.

Q4.4a Selon vous, la migration entre Haïti et la République Dominicaine est-elle bien gérée et bénéfique pour les deux pays ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas sûr

Q4.4b Avez-vous constaté une amélioration des relations binationales en lien avec la gestion de la migration ces 3 dernières années ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas de changement

Q4.5 Indicateur 1.2 : % des populations frontalières ayant exprimé une perception positive des relations de bon voisinage.

Q4.5a Comment décririez-vous l'état actuel des relations entre votre communauté et celle située de l'autre côté de la frontière ? 1 = Très bonnes / 2 = Bonnes / 3 = Moyennes / 4 = Mauvaises / 5 = Très mauvaises)

Q4.5b Participez-vous à des activités économiques, culturelles ou sociales avec des habitants de l'autre côté de la frontière ? 1 = Oui / 2 = Non

Q4.6 Indicateur 1.2.4 : % des personnes ayant changé leur mentalité concernant l'impact positif de la migration sûre et ordonnée à la frontière après les enquêtes réalisées au début et à la fin du projet.

Q4.6a Votre perception de la migration a-t-elle changé depuis le début du projet en 2021 ? 1 = Oui, en mieux / 2 = Oui, en pire / 3 = Non, elle est restée la même

Q4.6b Avez-vous participé ou suivi des activités du projet qui vous ont aidé à mieux comprendre les bénéfices d'une migration sûre et ordonnée ? 1 = Oui 2 = Non

Q4.7 : Indicateur 2.1 : % des populations frontalières et des acteurs intervenant au niveau des frontières ayant une perception positive du renforcement de la cohésion sociale et de la prévention des conflits locaux grâce aux espaces de dialogue transfrontaliers et aux mécanismes de collaboration technique et culturelle.

Q4.7a Avez-vous participé ou entendu parler des espaces de dialogue transfrontaliers mis en place dans votre région ? 1 = Oui / 2 = Non

Q4.7b Pensez-vous que ces espaces de dialogue ont permis de réduire les tensions et d'améliorer la coexistence entre les communautés frontalières ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas sûr

Q4.8 : Indicateur 3.1 : % des populations frontalières ayant exprimé une perception positive du renforcement (ou de la promotion) du dialogue binational grâce à la Commission Mixte Bilatérale.

Q4.8a Avez-vous entendu parler des actions de la Commission Mixte Bilatérale en faveur du dialogue entre Haïti et la République Dominicaine ? 1 = Oui / 2 = Non

Q4.8b Selon vous, la Commission Mixte Bilatérale a-t-elle permis d'améliorer la coopération et le dialogue entre les deux pays ? 1 = Oui / 2 = Non / 3 = Pas sûr

SECTION 5 : Durabilité et Pérennité

Q5.1 Pensez-vous que les résultats du projet seront maintenus après sa fin ? 1 = Oui, certainement, 2 = Oui, mais avec difficulté, 3 = Non, 4 = Ne sait pas ☐

Q5.1a Sinon pourquoi ? 1 = Absence d'actions ou stratégie de pérennité, 2 = Faiblesse des actions et stratégie de pérennité, 3 = Absence d'une appropriation des actions ou stratégie de pérennité par les bénéficiaires et acteurs locaux, 4 = Autres

Q5.1b Si oui (Q5.1 = 1 ou 2), quelles actions ont-été mise en place pour assurer la continuité des initiatives du projet ? (Cocher plusieurs réponses, 1 = Oui, 2 = Non)

Q5.2a Formations et d'accompagnements ☐

Q5.2b Création de structures locales de suivi ☐

Q5.2c Implication des autorités locales ☐

Q5.2d Autre (préciser) ☐

SECTION 6 : Sensibilité aux Droits Humains et au Genre

Q6.1 Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte les besoins spécifiques des femmes et des jeunes que vous êtes ? 1 = Fortement, 2 = Partiellement, 3 = Non, 4 = Ne sait pas ☐

Q6.2 En tant que femme ou jeune, vous sentez-vous mieux intégré(e) dans votre communauté depuis le début du projet ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Pas sûr ☐

Q6.3 Avez-vous rencontré des discriminations ou des obstacles liés à votre genre ou âge pendant le projet ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Préfère ne pas répondre ☐

SECTION 7 : Sensibilité aux Conflits et Approche Innovante

Q7.1 Pensez-vous que le projet a permis de prévenir d'éventuels conflits sur la gestion des ressources, les déplacements des populations de part et d'autre de la frontière ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

Q7.2 Avez-vous participé à des formations ou ateliers sur la gestion des conflits ? 1 = Oui, 2 = Non ☐

Q7.3 Le projet a-t-il proposé des solutions nouvelles et adaptées aux défis locaux ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

SECTION 8 : Effet Catalytique

Q8.1 Le projet a-t-il généré d'autres initiatives locales de paix et de cohésion sociale ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

Q8.2 Les jeunes et les femmes de votre communauté sont-ils plus impliqués dans les initiatives de paix qu'avant le projet ? 1 = Oui, 2 = Non, 3 = Ne sait pas ☐

SECTION 9 : Recommandations

Quelles recommandations proposeriez-vous pour améliorer des futures interventions similaires ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES RESPONSABLES DU PROJET (OIM et PNUD)

Introduction

Bonjour, et merci de prendre le temps de participer à cet entretien. Nous menons une évaluation du projet visant à renforcer la cohésion sociale entre Haïti et la République dominicaine. Cet entretien vise à recueillir votre expérience en tant que responsable du projet et à identifier les forces, défis et améliorations possibles pour de futures interventions.

Vos réponses seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement dans le cadre de cette évaluation.

1. Identification du répondant

1. Nom et prénom :
2. Organisation (OIM / PNUD) :
3. Poste occupé :
4. Durée d'implication dans le projet :
5. Principales responsabilités dans la mise en œuvre du projet :

2. Conception et pertinence du projet

6. Quels étaient les principaux objectifs du projet et comment ont-ils été définis ?
7. Dans quelle mesure le projet était-il aligné sur les priorités nationales et les besoins des communautés frontalières ?
8. Le projet a-t-il été conçu avec une approche participative, incluant les gouvernements, la société civile et les bénéficiaires ?
9. Quels étaient les principaux défis anticipés lors de la conception du projet et comment ont-ils été pris en compte ?

3. Mise en œuvre et efficacité du projet

10. Quels sont les principaux résultats obtenus par le projet jusqu'à présent ?
11. Quelles ont été les principales réussites du projet en termes de cohésion sociale et de dialogue binational ?
12. Quels ont été les principaux obstacles rencontrés lors de la mise en œuvre du projet ? comment avez-vous fait face à ces obstacles ?
13. De quelle manière la collaboration entre les différentes agences des Nations unies a-t-elle contribué à l'atteinte des résultats du projet ?
14. Avez-vous rencontré des défis dans cette collaboration ? Si oui, comment ont-ils été surmontés ?
15. Comment les activités du projet ont-elles été adaptées aux réalités des communautés locales ?
16. Les jeunes et les femmes ont-ils été suffisamment impliqués dans les activités du projet ?
17. Quels ont été les partenariats les plus stratégiques dans la mise en œuvre du projet ?
18. Comment les ressources financières et humaines ont-elles été gérées pour optimiser les résultats du projet ?

4. Coordination et cohérence avec d'autres interventions

17. Comment le projet s'est-il intégré aux autres initiatives de consolidation de la paix et de développement dans la région ?
 18. Quels mécanismes ont été mis en place pour assurer une bonne coordination entre les agences onusiennes, les gouvernements et les ONG locales ?
 19. Avez-vous identifié des chevauchements ou duplications d'activités avec d'autres programmes ? Si oui, comment ont-ils été gérés ?
 20. Comment la collaboration entre l'OIM, le PNUD et les autres acteurs a-t-elle été renforcée tout au long du projet ?
-

5. Impact du projet

21. Quels sont les principaux changements observés dans la zone frontalière grâce au projet ?
 22. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à une amélioration durable de la coexistence entre Haïtiens et Dominicains ?
 23. Quelles actions du projet ont eu le plus d'impact selon vous ?
 24. Comment mesurez-vous l'impact des activités mises en œuvre ?
 25. Y a-t-il des effets inattendus, positifs ou négatifs, que vous avez observés ?
-

6. Durabilité et pérennisation des acquis

26. Quels sont les principaux défis liés à la pérennisation des résultats du projet ?
 27. Des mécanismes ont-ils été mis en place pour assurer la continuité des actions après la fin du financement ?
 28. Comment les autorités locales et la société civile sont-elles impliquées dans la pérennisation des acquis du projet ?
 29. Quelles recommandations formuleriez-vous pour assurer la durabilité des actions engagées ?
-

7. Sensibilité aux conflits et aux droits humains

30. Le projet a-t-il pris en compte les dynamiques de conflits dans la zone frontalière ?
 31. Quels mécanismes ont été mis en place pour surveiller et atténuer les tensions communautaires ?
 32. Comment les principes des droits humains et du genre ont-ils été intégrés dans la conception et la mise en œuvre du projet ?
 33. Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour garantir l'inclusion des groupes vulnérables, notamment les femmes et les jeunes ?
-

8. Leçons apprises et recommandations

34. Quelles sont les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet ?
35. Y'a-t-il selon vous des bonnes pratiques qu'on pourrait capitaliser pour la mise en œuvre d'autres projet similaires ?
36. Quels aspects du projet gagneraient à être améliorés dans de futures interventions ?
37. Quels conseils donneriez-vous aux agences et partenaires pour maximiser l'impact des projets de cohésion sociale dans la zone frontalière ?
38. Comment renforcer l'engagement des autorités locales et des communautés dans les initiatives futures ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN POUR LES AUTORITES NATIONALES

Introduction

Bonjour, et merci de prendre le temps de participer à cet entretien. Nous menons une évaluation du projet visant à renforcer la cohésion sociale entre Haïti et la République dominicaine. Cet entretien vise à recueillir votre expérience et votre perception du projet, afin d'identifier les succès, les défis et les perspectives d'amélioration pour les futures interventions.

Vos réponses seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement dans le cadre de cette évaluation.

1. Identification du répondant

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :
5. Responsabilités dans la mise en œuvre ou le suivi du projet :

2. Conception et pertinence du projet

6. Comment votre institution a-t-elle été impliquée dans la conception du projet ?
7. De quelle manière le projet répond-il aux priorités nationales en matière de cohésion sociale et de gestion des flux migratoires ?
8. Quels étaient les besoins prioritaires identifiés dans la zone frontalière avant le lancement du projet ?
9. Selon vous, le projet a-t-il bien pris en compte les besoins des populations locales ?
10. Quels ajustements auraient pu être apportés pour mieux aligner le projet aux politiques publiques nationales ?

3. Mise en œuvre et coordination du projet

11. Comment votre institution a-t-elle collaboré avec l'OIM et le PNUD pour la mise en œuvre du projet ?
12. Quels ont été les principaux défis rencontrés dans la mise en œuvre du projet ?
13. Comment le projet a-t-il renforcé la coopération entre Haïti et la République dominicaine sur les questions frontalières, la migration, la sécurité et la gestion de ressources naturelles communes ?
14. Le projet a-t-il permis d'améliorer la coordination entre les acteurs nationaux, locaux et les partenaires internationaux ?
15. Quels ont été les principaux points forts et faiblesses des mécanismes de coordination ?
16. Avez-vous constaté des chevauchements ou des duplications d'actions avec d'autres initiatives gouvernementales ou internationales ? lesquelles et comment ?

4. Impact du projet

17. Quels sont les principaux changements observés dans la zone frontalière et les relations bilatérales depuis le début du projet ?
18. Dans quelle mesure le projet a-t-il contribué à réduire les tensions et à renforcer la cohésion sociale ?
19. Comment évaluez-vous l'impact du projet sur les questions frontalières, la migration, la sécurité et la gestion de ressources naturelles communes ?
20. Quels sont les résultats les plus significatifs du projet pour votre institution et pour les communautés locales ?
21. Quels sont les principaux défis qui restent à relever en matière de dialogue binational et de stabilisation des populations frontalières ?

5. Durabilité et perspectives d'avenir

22. Quels sont les mécanismes mis en place pour assurer la durabilité des acquis du projet après sa clôture ?
23. Dans quelle mesure les autorités nationales et locales sont-elles prêtes à poursuivre les actions engagées par le projet ?

24. Quelles ressources ou partenariats supplémentaires seraient nécessaires pour assurer la continuité des interventions ?
25. Comment garantir un engagement plus fort des institutions nationales et locales dans la pérennisation des acquis du projet ?
26. Quels autres types d'interventions ou de projets seraient nécessaires pour renforcer le dialogue binational, la cohésion sociale et la stabilité dans la zone frontalière ?

6. Sensibilité aux conflits et inclusion des populations vulnérables

27. Comment le projet a-t-il pris en compte les dynamiques de conflits dans la zone frontalière ?
28. Dans quelle mesure avez-vous identifié des impacts négatifs du projet sur les relations intercommunautaires ?
29. Quelles mesures ont été prises pour garantir une meilleure intégration des groupes vulnérables (femmes, jeunes, migrants, réfugiés) ?
30. Comment les autorités nationales peuvent-elles mieux intégrer une approche sensible aux conflits dans les futures interventions ?

7. Recommandations et perspectives pour l'avenir

31. Quelles sont les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet ?
32. Quels aspects du projet gagneraient à être améliorés dans une future phase ou dans des initiatives similaires ?
33. Quelles actions ou politiques supplémentaires devraient être mises en place pour mieux gérer la situation dans la zone frontalière ?
34. Quels conseils donneriez-vous aux agences et aux partenaires pour maximiser l'impact des projets de dialogue binational ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – AUTORITÉS LOCALES

Introduction

Bonjour, et merci de prendre le temps de participer à cet entretien. Nous menons une évaluation du projet visant à renforcer la cohésion sociale entre Haïti et la République dominicaine. Cet entretien vise à recueillir votre expérience et votre perception du projet, afin d'identifier les succès, les défis et les perspectives d'amélioration pour les futures interventions.

Vos réponses seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement dans le cadre de cette évaluation.

1. Identification du répondant

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :
5. Responsabilités dans la mise en œuvre ou le suivi du projet :

2. Conception et pertinence du projet

6. Comment votre collectivité locale a-t-elle été impliquée dans la conception du projet ?
7. De quelle manière le projet répond-il aux priorités et aux besoins des communautés frontalières sous votre juridiction ?
8. Quels étaient les principaux défis et besoins prioritaires avant le lancement du projet ?
9. Dans quelle mesure le projet a-t-il pris en compte les réalités et les spécificités locales ?
10. Quels ajustements auraient pu être apportés pour mieux aligner le projet aux priorités locales ?

3. Mise en œuvre et coordination du projet

11. Quelle a été l'implication des autorités locales dans la mise en œuvre du projet ?
12. Quels sont les principaux résultats que vous avez observés sur le terrain depuis le début du projet ?
13. Quelles ont été les principales difficultés rencontrées dans l'exécution des activités du projet ?
14. Comment la coordination entre les autorités locales, l'OIM, le PNUD et les autres parties prenantes a-t-elle été assurée ?
15. Le projet a-t-il facilité la collaboration entre les communautés haïtiennes et dominicaines ?
16. Comment les acteurs locaux ont-ils été impliqués dans la mise en œuvre du projet ?
17. Avez-vous constaté des chevauchements ou des duplications avec d'autres initiatives en cours ?

4. Impact du projet

18. Quels sont les principaux changements observés dans la zone frontalière grâce au projet ?
19. Le projet a-t-il contribué à améliorer la coexistence et à réduire les tensions communautaires ?
20. Quels sont les résultats les plus significatifs du projet pour les communautés locales ?
21. Avez-vous remarqué des effets inattendus (positifs ou négatifs) liés au projet ?
22. Comment les jeunes et les femmes ont-ils été intégrés dans les activités du projet ?
18. Le projet a-t-il renforcé les capacités des autorités locales pour mieux gérer les enjeux transfrontaliers ?

24. **Perception des contributions d'une migration sûre, ordonnée et régulière aux relations binationales (Indicateur 1.1)**
 24a Comment percevez-vous actuellement la gestion de la migration entre Haïti et la République Dominicaine ? Diriez-vous qu'elle est bien organisée et bénéfique pour les deux pays ? Pourquoi ?
 24b Quels sont, selon vous, les principaux effets positifs d'une migration sécurisée et bien encadrée sur votre communauté ?
 24c Au cours des dernières années, avez-vous observé une amélioration des relations entre les deux pays en lien avec la gestion de la migration ? Si oui, à travers quelles actions ou initiatives ?
25. **Perception des relations de bon voisinage entre communautés frontalières (Indicateur 1.2)**
 25a Comment décririez-vous aujourd'hui les relations entre votre communauté et celle située de l'autre côté de la frontière ? Qu'est-ce qui influence positivement ou négativement ces relations ?
 25b Participez-vous à des activités économiques, culturelles ou sociales avec des habitants de l'autre pays ? Si oui, pouvez-vous donner des exemples d'interactions transfrontalières qui ont renforcé les liens entre les communautés ?
 25c Quels sont, selon vous, les principaux facteurs qui favorisent ou détériorent les relations de bon voisinage entre les populations frontalières ?
26. **Évolution des perceptions sur la migration grâce au projet (Indicateur 1.2.4)**
 26a Depuis le début du projet, votre perception de la migration à la frontière a-t-elle évolué ? Si oui, comment et pourquoi ?
 26b Avez-vous participé ou été exposé à des activités du projet visant à sensibiliser sur les bénéfices d'une migration sûre et ordonnée ? Si oui, lesquelles vous ont le plus marqué ?
 26c Quels éléments du projet (dialogues communautaires, sensibilisation, témoignages, actions concrètes, etc.) ont eu le plus d'influence sur votre perception de la migration ?
27. **Impact des espaces de dialogue transfrontaliers et des mécanismes de collaboration sur la cohésion sociale (Indicateur 2.1)**
 27a Avez-vous entendu parler ou participé aux espaces de dialogue transfrontaliers mis en place dans votre région ? Si oui, comment évaluez-vous leur utilité ?
 27b Selon vous, ces espaces de dialogue et les initiatives de collaboration ont-ils contribué à réduire les tensions et à améliorer la coexistence entre les communautés frontalières ? Pourquoi ?
 27c Quels types de mécanismes ou initiatives ont eu, selon vous, le plus d'impact pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits locaux ?

5. Durabilité et pérennisation des acquis

28. Quels sont les principaux défis liés à la pérennisation des résultats du projet ?
 29. Des mécanismes ont-ils été mis en place pour assurer la continuité des initiatives après la clôture du projet ?
 30. Comment les autorités locales peuvent-elles contribuer à la pérennisation des acquis du projet ?
 31. Quelles ressources ou partenariats supplémentaires seraient nécessaires pour assurer la continuité des actions engagées ?
 32. Comment les collectivités locales peuvent-elles être mieux intégrées dans la gestion des projets de cohésion sociale à l'avenir ?

6. Sensibilité aux conflits et inclusion des populations vulnérables

33. Le projet a-t-il pris en compte les dynamiques de conflits dans votre zone ?
 34. Quels ont été les principaux facteurs de tensions communautaires et comment ont-ils été abordés dans le projet ?
 35. Des mesures spécifiques ont-elles été mises en place pour garantir l'inclusion des groupes vulnérables (femmes, jeunes, migrants, réfugiés) ?
 36. Avez-vous identifié des impacts négatifs du projet sur les relations intercommunautaires ?
 37. Comment les autorités locales peuvent-elles mieux intégrer une approche sensible aux conflits dans les futures interventions ?

7. Recommandations et perspectives pour l'avenir

38. Quelles sont les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet ?
 39. Quels aspects du projet gagneraient à être améliorés dans une future phase ou dans des initiatives similaires ?
 40. Quelles actions ou politiques supplémentaires devraient être mises en place pour mieux gérer la situation dans la zone frontalière ?
 41. Quels conseils donneriez-vous aux agences et aux partenaires pour maximiser l'impact des projets de cohésion sociale ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – SECRÉTARIAT DU PBF

Introduction

Bonjour, et merci de prendre le temps de participer à cet entretien. Nous réalisons une évaluation du projet visant à renforcer la cohésion sociale entre Haïti et la République dominicaine. Cet entretien vise à recueillir vos impressions en tant que Secrétaire du PBF afin d'identifier les succès, les défis et les perspectives d'amélioration pour de futures interventions.

Vos réponses seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement dans le cadre de cette évaluation.

1. Identification du répondant

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :
5. Responsabilités dans la mise en œuvre ou le suivi du projet :

2. Conception et pertinence du projet

6. Comment le projet s'inscrit-il dans la stratégie globale du PBF pour la consolidation de la paix en Haïti et en République dominicaine ?
7. Quels étaient les objectifs stratégiques du PBF en soutenant ce projet ?
8. Dans quelle mesure le projet répond-il aux priorités du PBF en matière de cohésion sociale et de consolidation de la paix ?
9. Quels critères ont guidé le choix des axes d'intervention du projet ?
10. Quels ajustements auraient pu être apportés pour renforcer la pertinence du projet ?

3. Financement et gestion des ressources

11. Comment l'allocation des fonds du PBF pour ce projet a-t-elle été décidée ?
12. Quels étaient les principaux défis liés à la gestion financière et à la mobilisation des ressources pour le projet ?
13. L'exécution budgétaire a-t-elle été conforme aux attentes du PBF ?
14. Des réajustements financiers ont-ils été nécessaires au cours du projet ? Si oui, pourquoi ?
15. Quels enseignements peut-on tirer sur l'efficacité financière de ce projet ?

4. Coordination et synergies avec d'autres initiatives

16. Dans quelle mesure le projet s'est-il bien intégré aux autres initiatives financées par le PBF dans la région ?
17. Le projet a-t-il permis de renforcer la coopération entre les agences onusiennes et les acteurs locaux ?
18. Quels ont été les principaux défis rencontrés en matière de coordination entre le PBF, l'OIM, le PNUD et les autres parties prenantes ?
19. Y a-t-il eu des chevauchements ou des duplications d'initiatives avec d'autres programmes ? Si oui, comment ont-ils été gérés ?
20. Quels mécanismes ont été mis en place pour assurer un suivi régulier de la mise en œuvre du projet ?

5. Impact et résultats du projet

21. Quels sont les résultats les plus significatifs du projet selon le PBF ?
 22. Quels sont les principaux défis qui ont limité l'impact du projet ?
 23. Quels aspects du projet ont eu un effet catalyseur sur d'autres initiatives de consolidation de la paix ?
-

6. Durabilité et perspectives d'avenir

24. Quels sont les principaux défis liés à la pérennisation des acquis du projet ?
 25. Quels types de partenariats devraient être renforcés pour garantir la durabilité des résultats obtenus ?
 26. Quels autres types d'interventions seraient nécessaires pour renforcer la consolidation de la paix dans la zone frontalière ?
-

7. Sensibilité aux conflits et inclusion des groupes vulnérables

27. Comment le projet a-t-il intégré une approche sensible aux conflits dans sa mise en œuvre ?
-

8. Leçons apprises et recommandations

28. Quelles sont les principales leçons apprises de ce projet ?
29. Quels aspects du projet gagneraient à être améliorés pour une future phase ou des initiatives similaires ?
30. Quels conseils donneriez-vous aux agences et aux partenaires pour maximiser l'impact des projets de consolidation de la paix financés par le PBF ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – SOCIÉTÉ CIVILE ET ONG LOCALES

Introduction

Bonjour et merci de participer à cet entretien. Nous réalisons une évaluation du projet visant à renforcer la cohésion sociale entre Haïti et la République dominicaine. Cet entretien vise à recueillir votre perception du projet, son impact sur les communautés locales et son articulation avec les initiatives de la société civile et des ONG locales.

Vos réponses seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement dans le cadre de cette évaluation.

1. Identification du répondant

1. Nom et prénom :
2. Nom de l'organisation :
3. Secteur d'intervention :
 - ☐ Droits humains
 - ☐ Gouvernance locale
 - ☐ Développement économique
 - ☐ Éducation et formation
 - ☐ Paix et cohésion sociale
 - ☐ Migration et protection des réfugiés
 - ☐ Autre (préciser) : _____
4. Position au sein de l'organisation :
5. Implantation de l'ONG :
 - ☐ Haïti
 - ☐ République dominicaine
 - ☐ Les deux pays
6. Depuis combien de temps votre organisation intervient-elle dans la zone frontalière ?

2. Conception et pertinence du projet

7. Comment votre organisation a-t-elle été impliquée dans la conception du projet ?
8. Selon vous, le projet a-t-il pris en compte les besoins prioritaires des communautés locales ?
9. Quelles étaient les problématiques les plus urgentes à traiter avant le lancement du projet ?
10. Dans quelle mesure le projet était-il aligné avec les interventions existantes de la société civile et des ONG locales ?
11. Quels ajustements auraient pu être apportés pour renforcer la pertinence du projet ?

3. Mise en œuvre et coordination du projet

12. Quel a été le rôle de votre organisation dans la mise en œuvre du projet ?
 13. Dans quelle mesure le projet a-t-il permis une meilleure collaboration entre les ONG locales, les autorités et les agences onusiennes ?
 14. Quels défis avez-vous rencontrés dans la mise en œuvre des activités du projet ?
 15. Comment évaluez-vous la coordination entre votre organisation et les autres parties prenantes du projet (OIM, PNUD, autorités locales, société civile) ?
 16. Avez-vous constaté des chevauchements ou des duplications d'initiatives avec d'autres programmes ?
 17. Pensez-vous que le projet a permis de renforcer les capacités des ONG locales pour intervenir sur les problématiques de cohésion sociale et de prévention des conflits ?
-

4. Impact du projet sur les communautés locales

18. Quels sont les principaux résultats observés auprès des communautés bénéficiaires du projet ?
 19. Dans quelle mesure et de quelle manière le projet a-t-il contribué à améliorer les relations entre les communautés haïtiennes et dominicaines ?
 20. Quels ont été les effets les plus positifs du projet sur les jeunes et les femmes ?
 21. Avez-vous constaté des effets inattendus (positifs ou négatifs) du projet ? Si oui, lesquels ?
 22. Dans quelle mesure et comment le projet a-t-il permis de renforcer la participation citoyenne et l'implication des populations dans la gouvernance locale ?
 23. **Perception des contributions d'une migration sûre, ordonnée et régulière aux relations binationales (Indicateur 1.1)**
 - 23a Comment percevez-vous actuellement la gestion de la migration entre Haïti et la République Dominicaine ? Diriez-vous qu'elle est bien organisée et bénéfique pour les deux pays ? Pourquoi ?
 - 23b Quels sont, selon vous, les principaux effets positifs d'une migration sécurisée et bien encadrée sur votre communauté ?
 - 23c Au cours des dernières années, avez-vous observé une amélioration des relations entre les deux pays en lien avec la gestion de la migration ? Si oui, à travers quelles actions ou initiatives ?
-

24. Perception des relations de bon voisinage entre communautés frontalières (Indicateur 1.2)

- 24a Comment décririez-vous aujourd'hui les relations entre votre communauté et celle située de l'autre côté de la frontière ? Qu'est-ce qui influence positivement ou négativement ces relations ?
 - 24b Participez-vous à des activités économiques, culturelles ou sociales avec des habitants de l'autre pays ? Si oui, pouvez-vous donner des exemples d'interactions transfrontalières qui ont renforcé les liens entre les communautés ?
 - 24c Quels sont, selon vous, les principaux facteurs qui favorisent ou détériorent les relations de bon voisinage entre les populations frontalières ?
-

25. Évolution des perceptions sur la migration grâce au projet (Indicateur 1.2.4)

- 25a Depuis le début du projet, votre perception de la migration à la frontière a-t-elle évolué ? Si oui, comment et pourquoi ?
 - 25b Avez-vous participé ou été exposé à des activités du projet visant à sensibiliser sur les bénéfices d'une migration sûre et ordonnée ? Si oui, lesquelles vous ont le plus marqué ?
 - 25c Quels éléments du projet (dialogues communautaires, sensibilisation, témoignages, actions concrètes, etc.) ont eu le plus d'influence sur votre perception de la migration ?
-

26. Impact des espaces de dialogue transfrontaliers et des mécanismes de collaboration sur la cohésion sociale (Indicateur 2.1)

- 26a Avez-vous entendu parler ou participé aux espaces de dialogue transfrontaliers mis en place dans votre région ? Si oui, comment évaluez-vous leur utilité ?
- 26b Selon vous, ces espaces de dialogue et les initiatives de collaboration ont-ils contribué à réduire les tensions et à améliorer la coexistence entre les communautés frontalières ? Pourquoi ?

26c Quels types de mécanismes ou initiatives ont eu, selon vous, le plus d'impact pour renforcer la cohésion sociale et prévenir les conflits locaux ?

5. Durabilité et pérennisation des acquis

27. Quels sont les principaux défis liés à la durabilité des résultats du projet ?
 28. Des mécanismes ont-ils été mis en place pour assurer la continuité des initiatives après la fin du financement du projet ?
 29. Comment votre organisation envisage-t-elle de poursuivre les actions du projet après sa clôture ?
 30. Quels types de ressources ou de partenariats seraient nécessaires pour assurer la durabilité des acquis ?
-

6. Sensibilité aux conflits et inclusion des populations vulnérables

27. Le projet a-t-il pris en compte les dynamiques de conflits dans la zone frontalière ?
 28. Comment votre organisation a-t-elle contribué à l'atténuation des tensions communautaires ?
 29. Des groupes spécifiques (femmes, jeunes, migrants, réfugiés) ont-ils été particulièrement touchés par le projet ?
 30. Le projet a-t-il mis en place des mécanismes de surveillance pour anticiper et répondre aux conflits émergents ?
 31. Avez-vous identifié des défis spécifiques liés à l'intégration des migrants et des réfugiés dans les communautés locales ?
-

7. Recommandations et perspectives pour l'avenir

32. Quelles sont les principales leçons apprises de la mise en œuvre du projet ?
33. Quels aspects du projet gagneraient à être améliorés dans une future phase ou dans des initiatives similaires ?
34. Quelles actions ou politiques supplémentaires devraient être mises en place pour mieux gérer les tensions communautaires et renforcer la cohésion sociale ?
35. Comment mieux intégrer les ONG locales dans la conception et la mise en œuvre des projets de consolidation de la paix ?
36. Quels conseils donneriez-vous aux agences onusiennes et aux bailleurs de fonds pour maximiser l'impact des projets de paix et de développement communautaire ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – AMBASSADEURS

Introduction

Bonjour et merci de participer à cet entretien. Nous réalisons une évaluation du projet « *Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière* ». Cet entretien vise à recueillir les perspectives des Ambassadeurs d'Haïti et de la République Dominicaine sur le projet, notamment en ce qui concerne sa pertinence, son alignement avec les priorités nationales, son impact sur les relations bilatérales et les opportunités de renforcement du dialogue et de la coopération transfrontalière. Vos réponses seront traitées de manière confidentielle et utilisées uniquement dans le cadre de cette évaluation.

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :

1. Alignement du projet avec les priorités nationales et diplomatiques

1. Comment évaluez-vous l'alignement du projet avec les priorités nationales de votre pays en matière de paix, de migration et de cohésion sociale ?
2. Dans quelle mesure ce projet répond-il aux défis transfrontaliers que rencontrent les deux pays ?
3. Le projet a-t-il permis de renforcer la coopération bilatérale entre Haïti et la République Dominicaine ?
4. Quels ajustements auraient permis une meilleure intégration du projet aux stratégies nationales et aux engagements internationaux ?

2. Coopération bilatérale et diplomatique

5. Comment ce projet a-t-il influencé le dialogue entre Haïti et la République Dominicaine sur les questions de migration et de consolidation de la paix ?
6. Quelles ont été les principales avancées diplomatiques facilitées par ce projet ?
7. Quels défis diplomatiques ou politiques ont pu émerger durant la mise en œuvre du projet ?
8. Quelles recommandations feriez-vous pour renforcer le dialogue et la coopération bilatérale sur ces thématiques ?

3. Coordination avec les acteurs nationaux et internationaux

9. Quelle a été l'implication de votre ambassade dans la coordination des actions du projet avec les gouvernements nationaux et locaux ?
10. Comment évaluez-vous la collaboration entre les ambassades, les gouvernements nationaux, les Nations Unies et les autres partenaires dans la mise en œuvre de ce projet ?
11. Existe-t-il des opportunités pour renforcer la coopération entre les ambassades et les agences de l'ONU dans des initiatives futures ?

4. Effets et impacts du projet

12. Quels ont été, selon vous, les principaux effets du projet sur les populations des zones frontalières ?
13. Pensez-vous que le projet a eu un impact positif sur la gestion des migrations et la stabilité dans la zone transfrontalière ?

14. Quels sont les impacts potentiels à long terme de ce projet sur les relations bilatérales et la paix dans la région ?
 15. Voyez-vous des effets indirects du projet qui mériteraient d'être pris en compte dans l'évaluation ?
-

5. Pérennisation des acquis et perspectives d'avenir

16. Comment assurer la durabilité des résultats obtenus par le projet après son achèvement ?
 17. Quels mécanismes institutionnels ou diplomatiques pourraient être mis en place pour poursuivre les efforts engagés ?
 18. Quelles actions diplomatiques pourraient être renforcées pour pérenniser les acquis du projet en matière de dialogue et de coopération transfrontalière ?
 19. Voyez-vous des opportunités pour une extension ou une reproduction de ce projet dans d'autres contextes ?
-

6. Recommandations pour l'avenir

20. Quels sont, selon vous, les principaux enseignements à tirer de cette initiative ?
21. Quelles recommandations formuleriez-vous pour améliorer la conception et la mise en œuvre de futurs projets transfrontaliers ?
22. Quels rôles les ambassades pourraient-elles jouer dans la facilitation et la supervision de tels projets à l'avenir ?
23. Avez-vous d'autres suggestions pour renforcer l'impact des initiatives de consolidation de la paix et de gestion des migrations entre les deux pays ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – BUREAU DES REPRESENTANTS RESIDENTS DES NATIONS UNIES

Introduction

Bonjour et merci de participer à cet entretien. Nous réalisons une évaluation du projet « *Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière* ». Cet entretien vise à recueillir les perspectives du Bureau des Représentants Résidents des Nations Unies dans les deux pays sur la mise en œuvre du projet, la coordination inter-agences, l'alignement avec les priorités nationales et les effets du projet.

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :

1. Alignement du projet avec les priorités nationales et les stratégies onusiennes

1. Comment le projet s'aligne-t-il avec les priorités nationales en matière de consolidation de la paix, de gestion des migrations et de cohésion sociale ?
2. En quoi ce projet contribue-t-il aux objectifs stratégiques de l'ONU dans les deux pays ?
3. Avez-vous observé une bonne prise en compte des dynamiques politiques, sociales et économiques locales dans la conception et la mise en œuvre du projet ?
4. Quels ajustements ou améliorations suggèreriez-vous pour mieux aligner les prochaines interventions avec les stratégies nationales et les ODD ?

2. Coordination et complémentarité avec les agences onusiennes et les autres partenaires

5. Comment évaluez-vous la coordination entre l'OIM, le PNUD et les autres agences onusiennes impliquées dans ce projet ?
6. Avez-vous observé des chevauchements ou des lacunes dans les interventions des différentes agences ?
7. Dans quelle mesure le projet a-t-il favorisé une synergie entre les actions des Nations Unies et celles des gouvernements nationaux ?
8. Quels mécanismes de coordination pourraient être renforcés pour assurer une meilleure harmonisation des interventions dans la région ?

3. Effets du projet et impacts potentiels

9. Quels sont, selon vous, les principaux résultats du projet à ce stade ?
10. Comment le projet a-t-il contribué à renforcer la résilience des populations et à promouvoir la cohésion sociale dans les zones frontalières ?
11. Quels impacts potentiels du projet pourraient être observés à moyen et long terme ?
12. Y a-t-il des effets indirects du projet qui méritent d'être pris en compte dans l'évaluation ?

4. Pérennité des actions et perspectives d'avenir

13. Une stratégie de durabilité a-t-elle été mise en place pour assurer la continuité des acquis du projet après son achèvement ?
 14. Quels sont, selon vous, les principaux défis qui pourraient compromettre la pérennité des résultats obtenus ?
 15. Quelles recommandations feriez-vous pour assurer un meilleur ancrage institutionnel des interventions menées ?
 16. Voyez-vous des opportunités pour un financement ou un soutien institutionnel supplémentaire afin de prolonger ou d'étendre ce type d'initiative ?
-

5. Renforcement du rôle du Bureau des Nations Unies dans la coordination des actions

17. Comment le Bureau du Représentant Résident de Nations Unies pourrait-il mieux appuyer la mise en œuvre de projets similaires à l'avenir ?
 18. Quels mécanismes de dialogue et de suivi entre les agences onusiennes et les gouvernements nationaux pourraient être améliorés ?
 19. Quelles leçons tirez-vous de ce projet pour améliorer la gouvernance des interventions transfrontalières ?
-

6. Conclusion et recommandations

20. Quels sont les trois principaux enseignements que votre bureau tire de ce projet ?
21. Quelles sont vos recommandations pour améliorer la conception, la mise en œuvre et le suivi des futurs projets en lien avec la consolidation de la paix et la gestion des migrations ?
22. Avez-vous d'autres suggestions pour renforcer l'efficacité et la pertinence des actions des Nations Unies dans ce domaine ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – AUTRES AGENCES DES NATIONS UNIES ET AUTRES PARTENAIRES (UNODC, OIT, UE)

Introduction

Bonjour et merci de participer à cet entretien. Nous réalisons une évaluation du projet « *Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière* ». Cet entretien vise à évaluer la collaboration entre les agences des Nations Unies et les partenaires internationaux (UNODC, OIT, UE) avec l'OIM et le PNUD dans le cadre du projet. Il met l'accent sur la complémentarité entre leurs actions respectives, les effets du projet et ses impacts potentiels.

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :

1. Collaboration avec l'OIM et le PNUD

1. Quelle a été la nature de votre collaboration avec l'OIM et le PNUD dans le cadre du projet ?
2. Comment décririez-vous la coordination et la communication entre votre organisation, l'OIM et le PNUD ?
3. Avez-vous rencontré des défis dans cette collaboration ? Si oui, comment ont-ils été surmontés ?
4. Quels ont été les avantages de travailler en synergie avec l'OIM et le PNUD sur ce projet ?
5. Pensez-vous que la stratégie de partenariat mise en place a permis d'optimiser les résultats du projet ?

2. Complémentarité entre le projet et vos propres initiatives

6. Dans quelle mesure les activités du projet ont-elles complété ou renforcé les actions de votre organisation ?
7. Avez-vous observé des chevauchements ou des synergies entre ce projet et d'autres initiatives menées par votre organisation dans les mêmes domaines ou zones géographiques ?
8. Existe-t-il des opportunités d'amélioration pour une meilleure intégration du projet avec vos propres interventions ?
9. Comment percevez-vous le rôle de votre organisation dans des initiatives futures conjointes avec l'OIM et le PNUD ?

3. Effets du projet et impacts potentiels

10. Selon vous, quels ont été les principaux effets du projet sur le terrain ?
11. Avez-vous observé des changements significatifs résultant du projet dans les communautés bénéficiaires ?
12. Quels sont les impacts potentiels à long terme du projet, notamment en matière de consolidation de la paix, de gestion des migrations et de cohésion sociale ?
13. Pensez-vous que les résultats obtenus sont durables ? Quelles recommandations feriez-vous pour renforcer leur pérennité ?
14. Comment le projet pourrait-il être amélioré pour maximiser son impact dans les phases futures ou dans des projets similaires ?

4. Perspectives de renforcement du partenariat

15. Sur la base de cette expérience, seriez-vous favorable à une collaboration renforcée avec l'OIM et le PNUD pour de futurs projets ?
16. Quelles améliorations pourraient être apportées pour renforcer l'efficacité des partenariats inter-agences ?

17. Quelles recommandations formuleriez-vous pour améliorer l'intégration des actions entre votre organisation, l'OIM et le PNUD dans le cadre d'initiatives futures ?
-

Conclusion et recommandations

18. Quels sont les principaux enseignements que votre organisation tire de cette collaboration ?
19. Quelles sont, selon vous, les priorités à considérer pour une meilleure coordination entre votre organisation, l'OIM et le PNUD à l'avenir ?
20. Avez-vous des recommandations spécifiques pour renforcer les impacts des projets similaires ?

Évaluation finale indépendante du projet

Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière

GUIDE D'ENTRETIEN – MEDIAS LOCAUX

Introduction

Bonjour et merci de participer à cet entretien. Nous réalisons une évaluation du projet « *Renforcement du dialogue binational entre Haïti et la République dominicaine pour promouvoir la cohésion sociale dans la zone frontalière* ». Cet entretien vise à recueillir les perceptions des médias sur le projet, son impact, sa visibilité et le rôle des médias dans la sensibilisation des populations et la consolidation de la paix. L'objectif est d'évaluer comment les médias ont couvert le projet, quels défis ont été rencontrés, et quelles opportunités existent pour une meilleure collaboration avec les journalistes et les organes de presse.

1. Nom et prénom :
2. Institution représentée :
3. Poste occupé :
4. Date de commencement au sein de l'organisation :
5. Responsabilités dans la mise en œuvre ou le suivi du projet :

1. Perception du projet et de ses objectifs

6. Avez-vous eu connaissance du projet et de ses objectifs ?
7. Comment évaluez-vous la pertinence du projet par rapport aux enjeux de la zone transfrontalière ?
8. Pensez-vous que les actions menées dans le cadre du projet ont répondu aux défis majeurs de la migration et de la consolidation de la paix ?

2. Couverture médiatique du projet

9. Avez-vous couvert des événements ou des actions spécifiques du projet ? Si oui, quels types de contenus ont été produits (articles, reportages, interviews, émissions, etc.) ?
10. Comment avez-vous eu accès aux informations concernant le projet ? Était-il facile d'obtenir des détails et des contacts pertinents ?
11. Y a-t-il eu des défis ou des obstacles dans l'accès à l'information ou dans la couverture du projet ?
12. Quel a été l'intérêt du public pour les sujets abordés par le projet ?

3. Rôle des médias dans la sensibilisation et la cohésion sociale

13. Selon vous, quel rôle les médias ont-ils joué dans la promotion du dialogue et de la paix entre Haïti et la République Dominicaine depuis 2021 ? Comment se rôle a évolué depuis cette date ?
14. Quels types de messages ou d'informations ont le plus d'impact sur les populations locales pour favoriser la cohésion sociale ?
15. Quels seraient les meilleurs moyens d'utiliser les médias pour lutter contre la désinformation et améliorer la compréhension des enjeux migratoires et de consolidation de la paix ?

4. Relations avec les partenaires du projet (OIM, PNUD, autres acteurs)

16. Comment décririez-vous la collaboration entre les médias et les agences partenaires du projet (OIM, PNUD, ONG, gouvernements) ?
17. Avez-vous bénéficié d'un accompagnement (ex. : formation, accès facilité aux sources, soutien logistique) pour mieux couvrir les thématiques du projet ?
18. Quelles améliorations suggèreriez-vous pour renforcer la coopération entre les médias et les acteurs du projet ?

5. Impact du projet et perspectives d'avenir

19. Quels sont, selon vous, les principaux effets du projet sur le terrain, en particulier en ce qui concerne l'information et la sensibilisation du public ?
 20. Avez-vous observé des changements dans les perceptions ou les discours publics sur les thématiques abordées par le projet ?
 21. Comment les médias pourraient-ils contribuer davantage à la pérennisation des résultats du projet ?
 22. Quelles recommandations feriez-vous pour renforcer le rôle des médias dans les futurs projets de consolidation de la paix et de gestion des migrations ?
-

6. Suggestions et recommandations

23. Quels formats ou types de contenu (documentaires, débats, articles d'investigation, etc.) seraient les plus efficaces pour sensibiliser le public sur ces enjeux ?
24. Voyez-vous des opportunités pour des partenariats futurs entre les médias et les agences impliquées dans ce projet ?
25. Quelles actions pourraient être mises en place pour améliorer la couverture médiatique des initiatives de développement et de coopération transfrontalière ?